



Histoire
de la COSAC

Préparé par le Secrétariat de la COSAC
Janvier 2014

I. Création de la COSAC.	2
Ière COSAC à Paris (France)	4
II. La mise en place de la COSAC.....	5
IIème COSAC à Cork (Irlande)	5
IIIème COSAC à Rome (Italie)	7
IVème COSAC à Luxembourg (Luxembourg)	7
Vème COSAC à La Haye (Pays-Bas)	8
III. L'entrée en vigueur du traité de Maastricht.....	8
VIème COSAC à Lisbonne (Portugal)	8
VIIème COSAC à Londres (Royaume-Uni)	9
VIIIème COSAC à Copenhague (Danemark)	10
IXème COSAC à Bruxelles (Belgique)	10
Xème COSAC à Athènes (Grèce)	11
XIème COSAC à Bonn (Allemagne)	11
IV. Préparer la prochaine CIG	12
XIIème COSAC à Paris (France)	12
XIIIème COSAC à Madrid (Espagne)	13
XIVème COSAC à Rome (Italie)	14
XVème COSAC à Dublin (Irlande)	15
XVIème COSAC à la Haye (Pays-Bas)	15
V. L'application du Protocole d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux	16
XVIIème COSAC à Luxembourg (Luxembourg)	16
XVIIIème COSAC à Londres (Royaume-Uni)	17
XIXème COSAC à Vienne (Autriche)	17
XXème COSAC à Berlin (Allemagne)	18
XXIème COSAC à Helsinki (Finlande)	18
VI. Sur la route vers le futur de l'Europe	19
XXIIème COSAC à Lisbonne (Portugal)	19
XXIIIème COSAC à Paris (France)	19
XXIVème COSAC à Stockholm (Suède)	20
XXVème COSAC à Bruxelles (Belgique)	20
VII. Le futur de l'Europe – la réforme de la COSAC.....	21
XXVIème COSAC à Madrid (Espagne)	21
XXVIIème COSAC à Copenhague	22
XXVIIIème COSAC à Bruxelles (Belgique)	22
XXIXème COSAC à Athènes (Grèce)	23
XXXème COSAC à Rome (Italie)	24
VIII L'application de la réforme – une plate-forme d'échange d'informations sur les meilleures pratiques	24
XXXIème COSAC à Dublin (Irlande)	24
XXXIIème COSAC à la Haye (Pays-Bas)	25
XXXIIIème COSAC à Luxembourg (Luxembourg)	26
XXXIVème COSAC à Londres (Royaume-Uni)	27
XXXVème COSAC à Vienne (Autriche)	28
XXXVIème COSAC à Helsinki (Finlande)	29

XXXVIIème COSAC à Berlin (Allemagne)	30
XXXVIIIe COSAC à Estoril (Portugal)	32
XXXIXème COSAC à Bled-Brdo pri Kranju (Slovénie)	33
XLème COSAC à Paris (France)	34
XLIème COSAC à Prague (République Tchèque)	36
La XLIIème COSAC à Stockholm (Suède)	37
La XLIIIème COSAC à Madrid (Espagne)	38
La XLIVème COSAC à Bruxelles (Belgique)	39
La XLVème COSAC à Budapest (Hongrie).....	41
La XLVI^{ème} COSAC à Varsovie (Pologne).....	42
La XLVII^{ème} COSAC à Copenhague (Danemark)	43
La XLVIII^{ème} COSAC à Nicosie (Chypre)	45
La XLIXème COSAC à Dublin (Irlande).....	46
La Lème COSAC à Vilnius (Lituanie).....	49

I. Création de la COSAC

1ère COSAC à Paris (France)

La paternité de la COSAC est généralement et à juste titre attribuée à M. Laurent FABIUS, Président de l'Assemblée nationale française, qui a proposé en 1989 la création d'un organe interparlementaire composé des membres des parlements nationaux qui s'intéressent particulièrement aux affaires européennes¹. Cette initiative se justifie notamment par le sentiment qu'avaient les parlements nationaux, à la suite de l'introduction en 1979 des élections directes pour les députés européens, de perdre le contact avec la législation communautaire. Jusqu'en 1979, les délégations au Parlement européen étaient nommées par les parlements nationaux, et les parlementaires pouvaient être à la fois membres d'un parlement national et du Parlement européen.

La volonté des parlements nationaux d'accroître leur rôle dans le processus décisionnel européen a été exprimée pour la première fois à la Conférence des Présidents des parlements à Madrid, en mai 1989. A la suite d'une proposition de M. Laurent FABIUS, les Présidents ont formulé plusieurs propositions pour renforcer le rôle des parlements nationaux. L'une d'entre elles était la création de ce qui fut appelé la **Conférence interparlementaire des organes spécialisés dans les affaires européennes**, rebaptisée COSAC² lors de la 4ème réunion. Cette conférence devait avoir lieu de façon régulière pour débattre de sujets d'intérêt commun, décidés à l'avance³ : elle devait être organisée deux fois par an par le Parlement du pays ayant la Présidence de la CE.

La **première réunion** de cette conférence interparlementaire a été organisée par l'Assemblée nationale française les **16 et 17 novembre 1989**, et dix des douze Etats membres y ont participé même si tous les parlements nationaux n'avaient pas de commission spécialisée dans les affaires européennes⁴ (des élections avaient en effet empêché deux pays d'y assister). La réunion était co-présidée par le Président de la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale et le Président de la Délégation des affaires européennes du Sénat, MM Charles JOSSELIN et Jacques GENTON.

L'ordre du jour de la réunion insistait sur une question qui reste d'actualité : le renforcement du contrôle parlementaire des affaires européennes, et plus particulièrement la participation des parlements nationaux dans les affaires européennes. Différentes options ont été discutées : le renforcement du contrôle parlementaire au niveau national, le développement de la coopération entre les parlements, et le renforcement du rôle du Parlement européen. L'idée du Président du Sénat français M. POHER, de créer un "Sénat européen" composé des

¹ Voir le rapport de M. Laurent Fabius: "Les Parlements européens dans la perspective de l'Europe de 1993. Le traitement des affaires communautaires et la collaboration entre les chambres", présenté lors de conférence des Présidents des Parlements des 12 à Madrid le 20 mai 1989.

² L'acronyme « COSAC » est traduit en anglais par « Conference of Community and European Affairs Committees », mais c'est le nom COSAC qui est utilisé le plus souvent.

³ Conclusions de la Conférence des Présidents des Parlements à Madrid, le 20 mai 1989: <http://www.cosac.eu/fr/meetings/previous/1/doc4/>

⁴ C'était le cas pour la Chambre des députés luxembourgeoise, le Sénat belge, la Chambre des députés italienne et le Parlement grec. Ils ont tous créé des commissions des affaires étrangères plus tard. Le Sénat belge et la Chambre des députés italienne étaient donc représentés à la COSAC par leur commission des affaires étrangères, alors que le Luxembourg était représenté par le Président du Parlement.

représentants des parlements nationaux a suscité un vif débat. Toutefois, dans les conclusions de la première conférence, les parlements n'ont affirmé que leur désir d'améliorer leur "information réciproque par l'échange systématique des textes qu'ils adoptent, la communication de tous renseignements utiles sur leurs activités."

Une discussion a également eu lieu sur le développement des relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux, ainsi que sur une proposition de la Conférence des Présidents des parlements : l'organisation d'un débat annuel dans tous les parlements nationaux, simultanément, sur un sujet d'intérêt commun⁵. Enfin, la conférence a approuvé un message adressé à la réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement (qui se déroulait à Paris le jour suivant) sur le processus de démocratisation de l'Europe de l'Est et la nécessité de coopérer avec ces pays.⁶

II. La mise en place de la COSAC

IIème COSAC à Cork (Irlande)

La **IIe conférence**, qui a eu lieu à **Cork** les **10 et 11 mai 1990**, a surtout porté sur la question du déficit démocratique et de comment y remédier. Ce sujet est resté à l'ordre du jour des COSAC suivantes et a été beaucoup influencé par le débat sur le futur de la CE. Celui-ci a été lancé par la décision du Conseil européen de juin 1985 à Milan de réunir une CIG pour discuter du développement de la CE en une Union politique économique et monétaire.

La question du principe de subsidiarité, traitée pour la première fois dans le rapport Spinelli adopté par le Parlement européen le 14 février 1984, a également été abordée lors de la conférence. Ce rapport constituait un avant-projet du traité établissant l'Union européenne.

La conférence a cependant surtout été consacrée à l'organisation des "Assises", prévues pour les 27 et 30 novembre à Rome, afin de discuter du développement futur des communautés européennes. La seconde conférence a accueilli favorablement le principe de tenir une telle conférence interparlementaire pour discuter des possibles aménagements des traités, et l'organisation d'une réunion "restreinte" des Parlementaires européens et nationaux a été décidée pour juin, afin de préparer les Assises.⁷

Toutes les délégations se sont accordées sur la nécessité de renforcer la légitimité démocratique de la CE, mais aucune solution n'a été trouvée au cours de la conférence. Certaines délégations ont jugé le renforcement du rôle du Parlement européen nécessaire, d'autres ont recommandé de donner un plus grand rôle aux parlements nationaux dans le contrôle des affaires européennes au niveau national. La création d'un Sénat européen a été à nouveau évoquée sans pour autant définir concrètement sa composition et ses pouvoirs. La

⁵ Compte-rendu de la 1re Conférence interparlementaire des commissions spécialisées dans les Affaires européennes à Paris: <http://www.cosac.eu/en/meetings/previous/1/doc3/>

⁶ Message to aux Chefs d'Etat et de Gouvernement : <http://www.cosac.eu/fr/meetings/previous/1/doc2/>

⁷ Les Présidents des commissions des affaires européennes et une délégation du Parlement Européen se sont réunis le 26 juin 1990 à la Chambre des Représentants belge à Bruxelles pour discuter de la préparation des Assises.

seconde conférence a suggéré que le “principe de subsidiarité” soit défini plus clairement dans les traités, afin de remédier au déficit démocratique de la CE.

La seconde conférence de la COSAC a décidé de certains points quant à l’organisation des Assises, comme par exemple du fait que la conférence devrait se réunir au moins une fois durant chaque Présidence, et une réunion des Présidents devrait préparer et coordonner le travail de la conférence.

Les Assises

Les Assises se sont tenues à la veille de la CIG de Maastricht, du 27 au 30 novembre 1990 à Rome, dans la Chambre des Députés italienne. Elle comprenait 173 parlementaires nationaux et 85 membres du Parlement européen.

L'idée d'organiser des Assises avait été proposée par le Président français, M. François Mitterrand, dans un discours du 25 octobre 1989 devant le Parlement européen. Deux résolutions du Parlement européen qui voyait dans cette conférence une opportunité de promouvoir les propositions du rapport Spinelli, sorte d'avant projet pour un traité établissant l'Union européenne⁸, ont alors soutenu cette idée. La COSAC était favorable à la tenue d'une conférence pour discuter des aménagements possibles du traité lors de sa réunion à Cork en mai 1990, mais voulait avoir plus d'influence sur son organisation. Les délégations ont considéré qu'il était nécessaire qu'une réunion restreinte des Présidents des commissions des affaires européennes et du Parlement européen ait lieu, afin de préparer les Assises. Cette réunion s'est déroulée au Parlement belge, le 26 juin, et s'est concentrée sur des questions pratiques. Cependant, ce sont les Présidents des parlements qui ont pris la décision officielle de tenir des Assises le 20 septembre 1990. En plus de décider de la composition, des méthodes de travail et de la Présidence des Assises, ils ont assuré la liaison avec la COSAC en créant une commission préparatoire composée des Présidents des commissions des affaires européennes et de cinq membres du Parlement européen, chargés de rédiger le projet de déclaration des Assises.⁹

Lors de la conférence des 1 et 2 octobre à Rome (à 8 semaines des Assises), la COSAC avait essayé d'avoir une influence sur l'ordre du jour des Assises, en recommandant que le débat porte sur 4 thèmes généraux : 1) les nouveaux buts de la communauté 2) renforcer la légitimité démocratique 3) allocation des compétences 4) relations avec les autres pays et les autres institutions d'Europe.

Il a été décidé que les Présidents des commissions des affaires européennes et 5 parlementaires européens (comme lors de la réunion de la commission préparatoire mise en place par les Présidents) finaliseraient la préparation des Assises. Toutefois, lors d'une réunion le 12 novembre, la “triple présidence” des Assises (les deux Chambres italiennes et le Parlement européen) a refusé la proposition d'ordre du jour de la COSAC, qui modifiait la décision prise par les Présidents des parlements à Rome le 20 septembre.

⁸ Le rapport Spinelli a été adopté le 14 février 1984.

⁹ La commission des Assises était présidée par le Président du Parlement belge, M. Charles-Ferdinand Nothomb, qui présidait aussi la réunion des Présidents des commissions des affaires européennes et la délégation du Parlement Européen à la COSAC. Il était aussi le Président de la commission des affaires européennes du Parlement belge.

Une déclaration finale comprenant plusieurs propositions de modification du traité a été adoptée à la fin des Assises.

IIIème COSAC à Rome (Italie)

Le principal sujet de la **IIIe conférence**, qui a eu lieu les **1 et 2 octobre 1990 à Rome**, a été de préparer les Assises sur le futur de la CE. Elle a recommandé une organisation du débat en quatre thèmes généraux (voir encadré ci-dessus).

Il a été décidé que les Présidents des commissions des affaires européennes, ainsi que cinq parlementaires européens se réuniraient pour une réunion préparatoire aux Assises le 12 novembre.

IVème COSAC à Luxembourg (Luxembourg)

La **IVe conférence** a eu lieu à **Luxembourg**, les **6 et 7 mai 1991**. Pour la première fois dans l'histoire de la conférence, un Président du Conseil en exercice y a participé. M. Jacques Poos, Ministre des affaires étrangères et Président du Conseil, a présenté un rapport de synthèse sur la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, qui a été discuté lors de la conférence intergouvernementale sur les politiques de l'Union. Après un débat général sur la PESC, la plupart des délégations ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis de l'absence de contrôle parlementaire sur celle-ci, que ce soit par les parlements nationaux ou par le Parlement européen.

La conférence a trouvé un accord (de principe) sur le premier règlement de la COSAC. Les Présidents des commissions des affaires européennes s'étaient réunis le 22 mars 1991 - avant la conférence - pour rédiger un projet de règlement, qui fut adopté après de difficiles discussions. L'adoption du règlement a été difficile. La conférence a décidé que toutes les décisions devaient être prises par consensus. Afin de renforcer le rôle du Parlement européen lors de la préparation des futures réunions, il a été décidé que celui-ci serait invité aux réunions de la Troïka présidentielle (composée de la dernière Présidence, de la future Présidence et de la Présidence en cours).

Une seule question n'a pas pu être résolue à la conférence de Luxembourg du fait des divergences entre les parlements participant à la COSAC: l'article concernant la modification du règlement (point 13 c). La décision finale a donc été reportée à la cinquième conférence, qui a eu lieu à La Haye sous la Présidence néerlandaise. Les autres articles du règlement ont néanmoins été approuvés par l'ensemble des parlements et le nom "COSAC" a été adopté.¹⁰

¹⁰ Règlement des organes spécialisés dans les affaires communautaires des parlements de la Communauté européenne, <http://www.cosac.eu/fr/meetings/previous/4/cosac/>

Vème COSAC à La Haye (Pays-Bas)

Lors de la **Ve COSAC** qui a eu lieu à La Haye les **11 et 12 novembre 1991**, le premier règlement de la COSAC a été adopté. Ce nouveau règlement a confirmé la tenue des réunions de la COSAC tous les six mois durant la seconde partie de la Présidence au Conseil, en prenant en compte les calendriers des parlements. Il prévoyait la possibilité d'organiser des réunions extraordinaires de la COSAC, si une majorité absolue des Présidents des commissions des affaires européennes y était favorable.¹¹ Il fixait le nombre de participants par Etat-membre à six, en laissant les parlements libres dans la composition de leur délégation.

De plus, il a été décidé que la Troïka Présidentielle (composée de la dernière Présidence, de la future Présidence et de la Présidence en cours) et un représentant du Parlement européen proposeraient les thèmes des réunions au début de chaque présidence. Les décisions concernant les projets d'ordre du jour devaient être prises par la Présidence après consultation de la Troïka présidentielle et du représentant du Parlement européen. La pratique consistant à impliquer pour ces décisions la totalité des Présidents des commissions des affaires européennes fut abandonnée.

Le premier règlement avait doté la COSAC de la possibilité de produire des communiqués à la suite des réunions, rédigés par la Troïka présidentielle et le Parlement européen. Le processus d'adoption de ces conclusions n'était pas spécifié par le règlement, mais, la pratique a voulu que l'unanimité soit requise. La Présidence a néanmoins gardé la possibilité de produire un texte sous sa propre responsabilité, dans les cas où la conférence ne trouve pas d'accord sur le communiqué final. Comme il a déjà été mentionné, l'article sur la révision du règlement a suscité beaucoup de débats; mais il a été finalement décidé que le consensus serait nécessaire pour les futures révisions.

Enfin la cinquième COSAC a débattu des propositions pour une Union politique économique et monétaire préparées pour la Conférence intergouvernementale. Les propositions ont été analysées sur la base de la déclaration finale des Assises.

III. L'entrée en vigueur du traité de Maastricht

VIème COSAC à Lisbonne (Portugal)

La **VIe COSAC** a eu lieu à **Lisbonne les 4 et 5 mai 1992**; il s'agissait de la première réunion depuis la signature du traité de Maastricht en février. L'échange d'information sur l'avancement des procédures de ratification du traité dans les Etats membres a donc été au centre de la conférence.

Les résultats de la CIG ont également été discutés. Le traité de Maastricht est le premier traité à mentionner le rôle des parlements nationaux. La déclaration 13 encourage une « plus

¹¹ Cet article est resté dans les versions suivantes du Règlement, mais il n'a été appliqué qu'une fois, en janvier 2003, quand une réunion extraordinaire a été organisée à Bruxelles sous Présidence grecque.

grande participation des parlements nationaux aux activités de l'Union européenne »¹², et un meilleur échange d'informations entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Les Gouvernements sont encouragés à faire en sorte que "les parlements nationaux puissent disposer des propositions législatives de la Commission en temps utile pour leur information ou pour un éventuel examen" ¹³ . La déclaration 14 invite les parlements nationaux et le Parlement européen à se réunir sous forme d'Assises, pour être consultés sur les principaux enjeux de l'UE¹⁴. Il était alors même prévu que les Président du Conseil européen et de la Commission feraient rapport aux Assises. Le traité de Maastricht n'a pas eu de conséquence directe sur la COSAC, qui n'est pas mentionnée dans le texte. Cependant la formulation de la déclaration 13 reprend celle de la conclusion de la première COSAC.

Un certain nombre de délégations ont exprimé leur déception vis-à-vis du résultat de la CIG et ont proposé l'adoption par la COSAC d'une résolution appelant les Gouvernements à organiser une nouvelle CIG sur le déficit démocratique de la CE. Ces propositions n'ont cependant pas fait consensus.

Le paquet Delors II sur les nouvelles perspectives financières de la CE a également été débattu lors de cette COSAC. Cependant, l'idée que la COSAC devait demander à organiser une CIG sur le contrôle budgétaire des finances communautaires n'a pas fait l'unanimité. Pour la première fois, la COSAC n'est pas parvenue à adopter un communiqué, mais la Présidence portugaise a rédigé une déclaration finale impliquant sa seule responsabilité comme l'autorise le règlement.

VIIème COSAC à Londres (Royaume-Uni)

La **VIIe COSAC**, qui a eu lieu les **10 et 11 novembre 1992 à Londres**, a débattu de la situation politique en Europe: la CE était fragilisée par le rejet du traité de Maastricht à une faible majorité au Danemark en juin, et par l'adoption à une majorité encore plus faible du même traité par la France. La réponse de la CE à cette crise de la ratification a été de promouvoir la subsidiarité, la transparence et la possibilité d'opting-out, une triple formule qui a été proposée par les Chefs d'Etats et de gouvernement lors du sommet d'Edimbourg en décembre. La COSAC a donc débattu du déficit démocratique, et particulièrement du rôle des parlements nationaux et du Parlement européen comme contrôleurs de la légitimité démocratique des Communautés.

Outre la question du déficit démocratique, la VIIe COSAC a également discuté des modalités d'application des déclarations 13 et 14 sur les parlements nationaux annexées au traité de Maastricht. La proposition de créer une conférence des parlements (Assises), comme proposé par la déclaration 14, n'a pas été acceptée. L'ouverture des réunions de la COSAC à la presse a également été rejetée. La COSAC a conclu que l'expérience de la correspondance (échange d'information) entre les parlements nationaux initiée par la Chambre des Représentants belge avait été un échec. Elle a été arrêtée après que seulement 9 des 21 parlements aient répondu positivement à l'initiative.

¹² Traité établissant une Union européenne: <http://www.europa.eu.int/eur-lex/lex/en/treaties/dat/11992M/htm/11992M.html#0100000033>

¹³ *ibid.*

¹⁴ En fait, après l'expérience de Rome, il n'y eut plus d'Assises.

Comme pour la COSAC précédente, il s'est avéré impossible de se mettre d'accord sur un communiqué. Au nom des présidents de la COSAC, la Présidence anglaise a établi un projet de rapport final soulignant un certain nombre de points abordés lors des discussions ayant trait au moyen de lutter contre le déficit démocratique. Celui-ci faisait suite à la déclaration adoptée par le Conseil européen de Birmingham le 16 octobre et qui confirmait le besoin d'accroître la démocratie, la subsidiarité et la transparence, en particulier lors des débats au Conseil.

VIIIème COSAC à Copenhague (Danemark)

La **VIIIème COSAC** a eu lieu à Copenhague les **3 et 4 mai 1993**, deux semaines avant le second référendum danois sur le traité de Maastricht.

Pour la première fois, le “déficit démocratique de l’UE” n’a pas été le sujet central de la conférence. A la place, la discussion a porté sur le rôle et les méthodes de travail de la COSAC, mais les propositions de porter la durée de la conférence à deux jours et d’ouvrir les réunions à la presse ont été rejetées. Les délégations ont débattu du contrôle parlementaire de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune et de la coopération dans les domaines de la Justice et des Affaires Intérieures, deux nouveaux domaines où le Parlement européen est compétant depuis le traité de Maastricht.

Dans la mesure où le mois précédent (en avril 1993), le Conseil ECOFIN avait adopté une série de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la situation économique (connues sous le nom de Programme d'Edimbourg), la VIIIème COSAC a focalisé ses débats sur les thèmes de la croissance économique, de la concurrence et de l'emploi. La situation en Europe centrale et orientale et les négociations sur l'élargissement ont également fait l'objet de débats. Selon la déclaration de la COSAC, faite au nom de la Présidence danoise, une large majorité des délégations s'est réjouie de l'occasion qui leur était donnée de pouvoir s'entretenir sur de telles questions clé avec le Premier Ministre, M. Poul Nyrup RASMUSSEN, Ministre des affaires étrangères de la Présidence et un Commissaire.

Une évaluation du rôle de la COSAC a été réalisée sur la base d'un document préparé par le Parlement danois. Pour la première fois, la question d'une coopération renforcée entre les commissions spécialisées des parlements a été débattue au sein de la COSAC.

IXème COSAC À Bruxelles (Belgique)

La **IXème COSAC** s'est tenue à **Bruxelles, les 22 et 23 novembre 1993**. Les thèmes de la croissance et de l'emploi (le programme Edimbourg), déjà débattus lors de la huitième COSAC, sont restés à l'ordre du jour, de même que ceux de la compétitivité, l'immigration et la mise en application des accords de Schengen. Pour la première fois, un Commissaire européen a participé à la COSAC : M. João de DEUS PINHEIRO a pris part à un échange de vues sur le livre blanc de la Commission sur la croissance économique, la compétitivité et l'emploi.

La question du déficit démocratique n'a pas pour autant été entièrement mise de côté lors de cette conférence. Un échange de vues informel a eu lieu durant le déjeuner du deuxième jour sur les deux déclarations relatives au rôle des parlements nationaux convenues dans le traité de Maastricht - entré en vigueur trois semaines avant la réunion.¹⁵ Enfin, les parlements de Pologne et de Hongrie ont adressé une demande à la COSAC pour être invités à participer aux futures réunions de la COSAC en tant qu'observateurs.

Xème COSAC à Athènes (Grèce)

La **Xe COSAC**, qui a eu lieu à Athènes **les 9 et 10 mai 1994**, a été marquée par des discussions sur l'élargissement de l'UE, la croissance économique, la compétitivité et l'emploi, le déficit démocratique et la transparence du processus décisionnel de l'UE.

S'agissant de l'élargissement, la COSAC a invité les représentants des parlements des pays candidats à participer aux réunions de la COSAC en tant qu'observateurs. Le règlement de la COSAC a donc été modifié pour permettre aux pays candidats de participer avec un maximum de 3 observateurs, à la condition que les négociations d'adhésion aient commencé. Cependant cette évolution du Règlement n'a pas précisé dans quelles conditions les observateurs pouvaient participer aux réunions.

Le Président de la Chambre des Représentants de Belgique, M. Charles F. NOTHOMB, a présenté un rapport sur le déficit démocratique et le manque de transparence de l'UE. Il a évoqué la question des conséquences des nouveaux pouvoirs attribués au Parlement européen par le traité de Maastricht, de la transparence et soulevé la question de la prise en compte ou non des déclarations des Assises de Rome afin de réduire le déficit démocratique dans le traité de Maastricht.

XIème COSAC À Bonn (Allemagne)

La **XIème COSAC**, organisée à **Bonn les 24 et 25 octobre 1994**, a principalement porté sur trois sujets: la sécurité intérieure de l'UE, la protection de l'environnement et l'application du principe de subsidiarité. Les thèmes de la sécurité intérieure et de la coopération policière étaient devenus d'actualité avec l'introduction par le traité de Maastricht d'une nouvelle coopération intergouvernementale dans ces domaines. Europol, nouvellement créée, ses pouvoirs et le contrôle parlementaire sur celle-ci ont été discutés à l'initiative de la Présidence allemande. Les problèmes de la définition de la demande d'asile et des procédures y étant liées, ainsi que l'application de la Convention de Dublin ont aussi été abordés.

Le Ministre allemand de l'environnement, M. Klaus TÖPFER, a fait porter le débat sur les questions environnementales. Il a rappelé l'importance de la Conférence de Rio de Janeiro sur la réduction des gaz à effet de serre. Le Chancelier allemand, M. Helmut KOHL, a prononcé un discours sur l'intégration européenne soulignant l'importance dans ce processus

¹⁵ Pour faciliter le débat sur le rôle des Parlements nationaux, la Présidence grecque avait rédigé un rapport sur le "contrôle parlementaire" des affaires européennes.

des parlements nationaux et a plaidé en faveur de leur participation au travail préparatoire de la CIG de 1996.

Enfin, les travaux finals ont porté sur l'application du principe de subsidiarité inscrit dans le traité de Maastricht (article 3B), et repris dans les déclarations du Conseil européen à Birmingham et Edimbourg au cours de l'automne 1992.

IV. Préparer la prochaine CIG

XIIème COSAC à Paris (France)

La **XIIème COSAC** a eu lieu à **Paris** les **27 et 28 février 1995**. La perspective d'un nouveau débat sur le futur de l'UE a influencé de manière considérable l'ordre du jour de cette conférence. Le traité de Maastricht stipulait qu'une nouvelle CIG se tiendrait en 1996 afin de résoudre certains points de divergence. L'ordre du jour en était partiellement connu, le traité ayant identifié les points à aborder¹⁶ : le fonctionnement de l'UE après l'élargissement et l'extension de la procédure de co-décision, qui mettait le Parlement européen, dans certains domaines, sur le même plan que le Conseil dans le processus législatif étaient parmi les sujets qui devaient être abordés. Les Gouvernements des Etats-membres avaient décidé au Conseil de Corfou de juin 1995 de créer un "Groupe de Réflexion" sous la Présidence du Ministre des affaires étrangères espagnol M. Carlos WESTENDORP, pour préparer la CIG. Le Parlement européen a été invité à envoyer deux participants, qui se sont ajoutés aux représentants des 15 gouvernements.¹⁷

La conférence de la COSAC a souligné l'absence de représentation des parlements nationaux au sein du groupe de réflexion pour la préparation de la CIG et a appelé à une plus grande association des parlements nationaux à ce groupe. Pour remédier à cela, le Président de la Chambre des Représentants belge, M. Charles-Ferdinand NOTHOMB, a proposé de créer un "groupe parlementaire de réflexion". Cette idée a été reprise par la Conférence des Présidents, qui a créé ce groupe de réflexion le 19 avril 1995.

Deux points de l'ordre du jour concernaient le rôle des parlements nationaux dans l'UE. Le premier était consacré à l'application de la déclaration 13 du traité de Maastricht sur le rôle des parlements nationaux. Le deuxième était un débat sur le futur rôle des parlements nationaux dans l'UE, en perspective de la CIG de 1996. La campagne contre la fraude dans l'UE a également été discutée.

L'Assemblée nationale et le Sénat français ont une nouvelle fois lancé l'idée d'ajouter aux institutions européennes une seconde chambre européenne composée de parlementaires nationaux.¹⁸ Cette seconde chambre aurait selon leurs propositions des compétences dans les domaines de la politique étrangère (PESC) et de sécurité commune et la justice et les affaires intérieures (JAI). Pour le Sénat français, auteur de cette proposition, les parlements nationaux

¹⁶ Article N de TEU.

¹⁷ Les deux représentants du Parlement Européen au groupe de réflexion étaient Elmar Brok (PPE) et Elisabeth Guigou (PSE)

¹⁸ Les deux Chambres du Parlements français n'ont pas trouvé accord sur les détails. Le Sénat proposait de créer une seconde Chambre, et l'Assemblée nationale proposait de créer un Conseil interparlementaire qui s'occuperait de l'application du principe de subsidiarité.

devraient être mieux associés au processus décisionnel de l'UE. La proposition française de créer une seconde chambre a été rejetée par une claire majorité des délégations opposée à cette idée.

Il a été proposé de créer un Secrétariat de la COSAC, qui permettrait une intensification de la coopération entre les parlements nationaux, mais aucun accord n'a été trouvé sur cette question.

La conférence avait également pour objet un échange de vues sur les différentes procédures de contrôle parlementaire dans les parlements nationaux. Les délégations se sont mises d'accord sur la nécessité d'améliorer la transmission des projets d'actes législatifs et des autres documents aux commissions compétentes dans les parlements nationaux, en particulier lorsque les documents traitent de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune ou de la Justice et des Affaires Intérieures.

XIIIème COSAC à Madrid (Espagne)

Le futur de l'UE et le rôle des parlements nationaux ont été au centre de **la XIIIème COSAC**, qui s'est déroulée à **Madrid les 8 et 9 novembre 1995**. La conférence a été influencée par les délibérations du groupe de réflexion WESTENDORP, qui préparait la CIG. Le groupe avait publié un rapport, le 1er septembre 1995, qui suggérait deux pistes de réflexion sur le futur rôle des parlements nationaux :

- Explorer les différentes façons d'associer les parlements nationaux aux institutions communautaires. Etudier la possibilité d'insérer la Déclaration 13 et 14 au traité. Examiner en détail les moyens de simplifier le contrôle par les parlements nationaux des décisions communautaires.
- Etudier la proposition de créer un Haut Conseil Consultatif sur la subsidiarité, composé de délégations des Parlements nationaux.

Le débat de la COSAC a également été inspiré par le travail d'un groupe de réflexion parlementaire,¹⁹ créé lors d'une réunion informelle de la Conférence des Présidents²⁰, à l'initiative du Président de l'Assemblée nationale française, M. Philippe SÉGUIN et du Président de la *Chambre des Représentants* belge, M. Charles-Ferdinand NOTHOMB.²¹ Le groupe, présidé par la Vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mme Nicole CATALA, a présenté plusieurs propositions concrètes pour améliorer le rôle des parlements nationaux dans les affaires européennes. Le groupe demandait que le rôle des parlements nationaux et de la COSAC soit défini dans le traité, et que les institutions européennes soient obligées de transmettre leurs projets d'actes législatifs européens aux parlements nationaux. Il a en outre suggéré qu'un organe comme la COSAC ait le pouvoir de contrôler le respect du principe de subsidiarité des projets d'actes législatifs européens.²²

¹⁹ Voir aussi à la XXII COSAC.

²⁰ 19 avril 1995 à Paris.

²¹ Le groupe de réflexion parlementaire s'est réuni pour la première fois à Paris le 29 juin 1995. D'autres réunions ont eu lieu à Bruxelles le 23 septembre, Luxembourg le 26 octobre, et Athènes le 4 décembre 1995.

²² Après les délibérations de la XIIIe COSAC sur le rôle des Parlements nationaux dans l'UE dans la perspective de la CIG de Turin qui "devrait examiner comment et dans quelle mesure les Parlements nationaux, collectivement, contribuer aux

La majorité des délégations de la COSAC a une nouvelle fois rejeté la proposition de créer une seconde Chambre européenne. La conférence a aussi discuté la possibilité de mentionner le rôle de la COSAC dans le traité.

XIVème COSAC à Rome (Italie)

La **XIVème COSAC** s'est déroulée à **Rome** les **24 et 25 juin 1996**. Elle s'est félicitée des conclusions du Conseil européen de Turin du 29 mars 1996. Les Chefs d'Etat et de gouvernement avaient pour la première fois obligés la Présidence du Conseil, le premier jour de la CIG, à "fournir des informations aux parlements nationaux par le biais de la COSAC".²³

La XIVème COSAC de Rome a été la première occasion de mettre en oeuvre cette initiative. Le Ministre italien des affaires étrangères, M. Lamberto DINI, a présenté un résumé des progrès réalisés lors de la CIG et de la Présidence italienne, à la suite du Conseil européen de Florence.

Le rôle des parlements nationaux dans l'Union européen a une fois encore été au centre de la réunion de la COSAC, de même que la réforme de la COSAC elle-même. Le Groupe de Réflexion WESTENDORP avait publié son rapport final le 5 décembre 1995. L'idée de créer une seconde Chambre avait été rejetée par le rapport qui précisait que la "COSAC est une formule satisfaisante pour l'amélioration des relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen". Cependant, le rapport ne recommandait pas de la transformer en véritable institution.

A l'encontre de ces positions, la conférence a également discuté de la possibilité de doter la COSAC du pouvoir de s'exprimer sur le principe de subsidiarité et sur les questions touchant les domaines inter-gouvernementaux du traité (PESC ET JAI) et ainsi renforcer la possibilité pour les parlements nationaux d'agir collectivement. La majorité des délégations a rejeté cette idée, même si la plupart a accepté d'améliorer le fonctionnement de la COSAC. La délégation finlandaise a proposé de créer un groupe de travail sur cette question. La troika présidentielle a été chargée de préparer un rapport sur le "renforcement de la déclaration 13 et l'amélioration du fonctionnement de la COSAC, qui sera présenté à la prochaine COSAC à Dublin".

tâches de l'Union"; la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française a lancé une initiative pour promouvoir le rôle des Parlements nationaux dans les affaires européennes. La reconnaissance par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du rôle collectif des Parlements nationaux dans l'UE dans le mandat de la CIG était en partie le résultat de différentes initiatives et discussions de la COSAC. La délégation française pour l'Union européen a saisi cette opportunité pour promouvoir ses idées et organiser des réunions avec les autres commissions des affaires européennes. Tous les Parlements nationaux ont accepté en principe la déclaration de la délégation française selon laquelle le fossé entre les citoyens et l'Europe grandissait et que les Parlements nationaux étaient les seuls "médiateurs" possibles pour remédier à cela.

²³ Conseil européen de Turin, 29 mars 1996, Conclusions de la Présidence, <http://europa.eu.int/en/record/turin.html>

XVème COSAC à Dublin (Irlande)

La **XVème COSAC** s'est déroulée à **Dublin les 15 et 16 octobre 1996**. Le rôle futur des parlements nationaux et de la COSAC était le point principal de l'ordre du jour, la conférence pouvant être la dernière opportunité pour les parlements nationaux de trouver une position commune afin d'influencer la CIG avant qu'elle ne s'achève en juin 1997²⁴. La Troïka présidentielle de la COSAC avait décidé le 10 octobre 1996 d'une liste de recommandations pour renforcer la déclaration 13 et le fonctionnement de la COSAC. Les conclusions du rapport ont été largement approuvées par les délégations dans les conclusions de la XVème COSAC.

Cet accord pris au sein de la COSAC sur les 2 points principaux concernant le rôle des parlements nationaux dans l'UE a permis d'influencer les résultats de la CIG. La COSAC a recommandé d'inclure la déclaration 13 au traité, afin qu'il y ait une obligation légale de "garantir que les Gouvernements poursuivent jusqu'au bout leurs engagements au titre de la Déclaration et que les parlements nationaux aient une période d'au moins quatre semaines pour examiner toute proposition ayant trait au processus législatif".²⁵

Les délégations n'ont pas réussi à trouver un accord sur la recommandation ou non de mentionner la COSAC dans le traité, cependant elles ont suggéré que la COSAC traite de questions spécifiques telles que "la subsidiarité, les points des 2ème (PESC) et 3ème Piliers (coopération policière et judiciaire en matière pénale) et un projet de charte sur les droits fondamentaux des Citoyens"

Il a également été souligné que les "conclusions" de la COSAC n'engageraient pas les parlements nationaux, bien qu'elles soient transmises aux institutions européennes et aux gouvernements des Etats membres.

La présidence irlandaise a soumis à la CIG une note inspirée des conclusions de la COSAC de Dublin à la CIG. Le document allait plus loin que le consensus atteint à la COSAC sur certains points, en recommandant que la COSAC ait le pouvoir d'exprimer l'avis des parlements nationaux sur le respect du principe de subsidiarité des projets d'actes législatifs européens.²⁶ Il a été aussi proposé que la COSAC soit invitée à s'exprimer sur les projets d'actes législatifs européens relatifs à la justice et aux affaires intérieures qui aurait un impact direct sur les libertés individuelles.

XVIème COSAC à la Haye (Pays-Bas)

La **XVIème COSAC** s'est déroulée à **La Haye les 9 et 10 juin 1997**. La XVIème COSAC a approuvé la proposition de la COSAC de Dublin de renforcer les dispositions de la déclaration 13 en en faisant un protocole légalement contraignant du nouveau traité. De plus, il a été proposé d'instaurer un délai de six semaines entre le moment où la Commission

²⁴ La CIG devait discuter le rôle des Parlements nationaux dans l'UE à une réunion le 12 novembre 1996, et la prochaine COSAC, à La Haye le 9-10 juin 1997, a eu lieu sept jours avant les conclusions de la CIG.

²⁵ <http://www.cosac.eu/fr/meetings/previous/15>

²⁶ CONF 3948/96 du 15 octobre 1996

faisait une proposition et son inscription à l'ordre du jour du Conseil pour adoption - ce qui est plus que les quatre semaines que la COSAC de Dublin avait réclamées.

La Conférence a également demandé une plus grande transparence du processus législatif. Elle a adopté une déclaration pour a) une plus grande accessibilité des projets d'actes et des actes législatifs européens b) que le Conseil, lorsqu'il légifère, publie les résultats de ses votes et les explications de votes avec les déclarations dans les procès-verbaux.

Le Premier Ministre néerlandais, M. Wim KOK, le Ministre des affaires étrangères, M. Hans van MIERLO et le Secrétaire d'Etat M. Michel PATIJN se sont adressés à la COSAC pour présenter l'état des négociations à la CIG, avant l'accord final à Amsterdam.

V. L'application du Protocole d'Amsterdam sur le rôle des parlements nationaux

XVIIème COSAC à Luxembourg (Luxembourg)

La **XVIIème COSAC** a eu lieu à **Luxembourg** les **13 et 14 novembre 1997**. Elle a été la première des nombreuses réunions à se pencher sur la question de l'application du nouveau protocole annexé au traité d'Amsterdam, qui a continué à être examinée dans les COSAC suivantes. Le nouveau traité comprenait un protocole sur le rôle des parlements nationaux, et pour la première fois dans un traité européen, la COSAC y a été mentionnée²⁷. Le protocole donnait à la COSAC la possibilité d'examiner les projets d'actes législatifs européens et d'envoyer aux institutions européennes toutes les contributions qu'elle jugeait nécessaires, notamment sur l'application du principe de subsidiarité, les questions relatives à la liberté, la sécurité, la justice et les droits fondamentaux. Il était toutefois souligné que ces contributions n'engageaient pas les parlements nationaux, et ne préjugeaient pas de leurs positions. Le protocole n'imposait aucune obligation à la COSAC ou aux parlements nationaux. L'utilisation de leurs nouveaux pouvoirs restait pour eux facultative.

La question de la révision du règlement de la COSAC a été débattue en vue de la mise en oeuvre le protocole. Le vote à la majorité au sein de la COSAC a été proposé, ainsi que la création d'un secrétariat pour assister la Présidence et la troïka dans la préparation des réunions de la COSAC. Aucune décision définitive n'a été prise lors de cette réunion, la fin du processus de ratification du traité par les Etats membres n'était pas prévue immédiatement. La création d'un groupe de travail chargé d'examiner la question de la révision du règlement de la COSAC a été proposée, et il a été demandé à la troïka présidentielle d'étudier la question. Un rapport sur ce sujet devait être présenté à la COSAC suivante, à Londres.

Plusieurs délégations ont demandé que la question de la « mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice » soit mise à l'ordre du jour de la COSAC de Londres, afin de mettre en oeuvre les nouvelles activités de la COSAC.

²⁷ Protocole sur les Parlements nationaux annexé au Traité d'Amsterdam

Beaucoup d'autres questions ont été débattues lors de cette conférence. Le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude JUNKER, a défini les priorités de la Présidence luxembourgeoise : l'élargissement de l'UE à dix Etats membres de l'Europe centrale et orientale ainsi que la réforme de politiques communautaires importantes comme la PAC et les perspectives financières de l'UE.

XVIIIème COSAC à Londres (Royaume-Uni)

La **XVIIIème COSAC** s'est tenue à **Londres les 18 et 19 mai 1998**. La troïka présidentielle n'ayant pas trouvé d'accord sur la question de la révision du règlement de la COSAC, celle-ci ne figura donc pas à l'ordre du jour de la conférence. Les débats ont porté sur l'élargissement de l'UE, l'Union économique et monétaire (en particulier l'indépendance de la Banque centrale), et le contrôle parlementaire dans les domaines de la justice des affaires intérieures.

Les *Houses of the Oireachtas* irlandais ont proposé de rendre possible la tenue de réunions extraordinaires des Présidents de la COSAC, afin d'avoir plus de deux conférences par an. Cette proposition a été rejetée par les délégations.

La COSAC a aussi discuté d'une proposition de révision de son règlement, afin de permettre à un représentant de la COSAC de participer et d'être rapporteur à des réunions extérieures, au nom de la COSAC. L'unanimité (nécessaire pour la révision du règlement) n'ayant pas été atteinte, la proposition n'a pas été retenue.

XIXème COSAC à Vienne (Autriche)

La **XIXème COSAC** a eu lieu à **Vienne les 23 et 24 novembre 1998**. Les négociations sur l'adhésion à l'UE avaient été officiellement ouvertes avec les six premiers pays candidats le 10 novembre 1998, sous la Présidence autrichienne. Le Ministre autrichien des affaires étrangères, M. Wolfgang SCHÜSSEL, a donc consacré son discours d'ouverture aux négociations d'adhésion. Le Premier Ministre autrichien, M. Viktor KLIMA, a ouvert un débat sur la question de l'emploi ; et le Commissaire européen espagnol, M. Marcelino OREJA, sur celle d'une réforme institutionnelle pour plus de transparence.

La XIXème COSAC a également discuté de l'application du protocole d'Amsterdam et de la réforme des méthodes de travail de la COSAC. La Présidence autrichienne a demandé aux délégations de voir les débats comme une sorte de "première lecture", visant à identifier les problèmes à résoudre. Le débat a porté sur de nombreuses questions, dont les procédures de vote de la COSAC, la possibilité d'organiser des réunions extraordinaires, les langues utilisées à la COSAC, et la création d'un secrétariat. La création d'un groupe de travail, composé de la troïka présidentielle et du Parlement européen et chargé d'étudier ces questions a été proposée. La décision a toutefois été laissée à la COSAC suivante.

La XIXème COSAC s'est achevée avec une nouveauté : une déclaration de solidarité avec l'Italie, qui avait refusé d'extrader un leader kurde emprisonné en Italie - "La XIXème COSAC [...] exprime sa solidarité avec l'Italie qui a examiné l'affaire Öcalan dans le plein respect des principes de la législation italienne et de l'Union européenne."

XXème COSAC à Berlin (Allemagne)

La **XXème COSAC**, qui a eu lieu à **Berlin les 30 mai et 1er juin 1999**, a repris certains points de l'ordre du jour de la COSAC précédente et en particulier la question de la réforme institutionnelle²⁸. M. Elmar BROK, député européen allemand, qui avait été l'un des deux observateurs pour le Parlement européen durant les négociations pour le traité d'Amsterdam, a ouvert le débat. Il s'est prononcé en faveur de la création d'une Convention spéciale pour la rédaction d'une Charte européenne des droits fondamentaux, qui impliquerait les parlements nationaux et le Parlement européen.

Un débat sur la révision du règlement de la COSAC a une nouvelle fois eu lieu, sans chercher à atteindre un accord final. La conférence a cependant décidé de créer un groupe de travail chargé d'étudier la question, ainsi qu'il avait été proposé lors de la conférence de Vienne. La composition de ce groupe a cependant été modifiée, chaque Parlement désirant participer pouvant envoyer un représentant. La Présidence allemande de la COSAC a proposé qu'un rapport intérimaire soit présenté à la XXIème COSAC à Helsinki en octobre 1999 avec la perspective d'adoption d'un nouveau règlement au printemps à Lisbonne. La future Présidence, finlandaise, a proposé un plan plus rapide : l'accord sur le nouveau règlement devait être trouvé au sein du groupe de travail début octobre, avant la réunion de la COSAC à Helsinki. Si l'accord s'avérait impossible au sein du groupe de travail, la COSAC en débattrait. Ce dernier programme a été adopté par consensus.

XXIème COSAC à Helsinki (Finlande)

La **XXIème COSAC**, qui a eu lieu à **Helsinki du 10 au 12 octobre 1999**, a achevé le débat sur la réforme du règlement.

Le groupe de travail créé à Berlin était parvenu à un compromis, qui a été adopté par toutes les délégations lors de la conférence. L'ajout de l'allemand aux langues de travail et l'interdiction pour le Parlement européen de participer au vote des contributions adressées aux institutions européennes ont été discutés, mais n'ont pas été adoptés. Le Parlement européen a décidé de faire une déclaration unilatérale garantissant qu'il s'abstiendrait de voter les contributions adressées aux institutions. Les propositions de créer un secrétariat et d'introduire le vote à la majorité ont été rejetées par une large majorité des délégations.

²⁸ La réforme institutionnel de l'UE n'a pas été finalisé avec le Traité d'Amsterdam. En particulier, la question du nombre de commissaires et du poids des votes au Conseil n'a pas été résolue. Un protocole spécial prévoyait que la CIG devait se réunir pour résoudre ces problèmes avant le prochain élargissement. Le protocole proposait aussi que la prochaine CIG se réunisse pour décider d'une réforme institutionnelle générale un an avant que le nombre d'Etat membre ne soit supérieur à 20.

La COSAC d'Helsinki a donc adopté le nouveau règlement proposé par le groupe de travail, qui comprenait la déclaration unilatérale du Parlement européen. Il a toutefois été décidé de réfléchir à la place du Parlement européen à la COSAC durant la prochaine Présidence portugaise afin de modifier si nécessaire le règlement sur cette question.

VI. Sur la route vers le futur de l'Europe

XXIIème COSAC à Lisbonne (Portugal)

La **XXIIème COSAC**, qui a eu lieu à **Lisbonne les 29 et 30 mai 2000**, a été marquée par les questions débattues par la CIG préparatoire au traité de Nice. Le travail de la Convention sur la Charte des droits fondamentaux, qui avait commencé le 17 décembre 1999, et la décision du Conseil européen de faire de l'UE l'économie la plus concurrentielle du monde d'ici 2010 ont également été discutés.

Le débat s'est articulé autour de trois questions : l'extension de la majorité qualifiée au Conseil, la Charte des droits fondamentaux et les relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Sur les deux premières questions, aucun accord n'a été trouvé. Sur les relations entre parlements nationaux et Parlement européen, la conférence a cependant déclaré que « députés européens et députés nationaux ne sont pas concurrents mais partenaires agissant seulement à des niveaux de représentation différents ». La COSAC de Lisbonne n'a pas plus développé la question de la position du Parlement européen à la COSAC.

XXIIIème COSAC à Paris (France)

La **XXIIIème COSAC** a eu lieu à **Paris les 16 et 17 octobre 2000**. La CIG s'achevait, les Chefs d'Etat et de Gouvernement devaient signer le traité de Nice deux mois plus tard. Le Premier Ministre français, M. Lionel JOSPIN, a présenté à la COSAC l'état des négociations à la CIG sur les réformes institutionnelles, qu'il a qualifiées de très « riches ». Cependant, la position des parlements nationaux sur les réformes institutionnelles étant différentes de celle des Gouvernements, la COSAC n'a pas essayé de donner de conseils précis à la CIG. La conférence a simplement appelé les Etats membres à trouver un accord qui « assurerait des institutions efficaces, transparentes et légitimes ».

Pour la première fois en cinq ans, la COSAC a été utilisée comme plate-forme d'échange d'informations et de meilleures pratiques sur le contrôle parlementaire des affaires européennes au niveau national. La Présidence avait préparé le débat en envoyant un questionnaire aux parlements avant la conférence pour avoir une vue d'ensemble des procédures de contrôle parlementaire dans l'UE. Une attention particulière a été donnée à l'application des dispositions du protocole d'Amsterdam sur la transmission des projets d'actes législatifs européens aux parlements nationaux. En conséquence, la COSAC a fait appel à la CIG pour qu'elle modifie le protocole, afin qu'un minimum de 15 jours, ou d'une

semaine dans les cas urgents, s'écoule entre la lecture au COREPER et la décision finale au Conseil.

Il a aussi été décidé que la Présidence française consulterait les parlements nationaux sur la création d'un groupe de travail qui se réunirait durant la Présidence suédoise, afin de permettre à la COSAC de se réunir plus souvent, entre les conférences. Plusieurs sujets de discussion ont été proposés pour le groupe de travail : la justice et les affaires intérieures, les procédures de contrôle parlementaire et les questions sociales.

XXIVème COSAC à Stockholm (Suède)

La **XXIVème COSAC**, qui a eu lieu à **Stockholm du 20 au 22 mai 2001**, a porté principalement sur le futur de l'UE. La décision de la CIG de Nice de lancer un large débat sur le futur développement de l'Europe, qui mènerait à une nouvelle série de réformes lors d'une CIG en 2004, suscitait beaucoup d'intérêt.

Le Premier Ministre suédois, M. Göran PERSSON, a encouragé lors de son discours la COSAC à contribuer aux discussions sur le futur de l'Europe. Les parlements se sont cependant divisés sur cette question, et la COSAC n'a pas pu adopter de position. Les délégations ont néanmoins décidé de réitérer leurs critiques sur l'application des dispositions du protocole d'Amsterdam sur la transmission des documents aux parlements nationaux, qui n'ont pas été, selon elles, pleinement appliqué. La COSAC a souligné que le protocole ne précisait pas s'il revenait à la Commission ou bien aux Gouvernements des Etats membres de transmettre les documents aux parlements nationaux. La COSAC a donc demandé aux deux institutions de clarifier ce point.

La COSAC de Stockholm a suggéré deux possibilités d'association des parlements nationaux aux débats sur le futur de l'Europe : via la COSAC ou via une Convention composée de Parlementaires nationaux et européens, de représentants des Gouvernements et de représentants de la Commission.

XXVème COSAC à Bruxelles (Belgique)

La **XXVème COSAC** a eu lieu à **Bruxelles les 4 et 5 octobre 2001**. Le Premier Ministre belge, M. Guy VERHOFSTAD, a déclaré que les parlements nationaux devaient être des «sonnettes d'alarme» qui contrôlent les limites des compétences de l'UE.

Cependant, la COSAC de Bruxelles n'a pas essayé de trouver d'accord sur une proposition de modification des traités. A la place, il a été décidé de réunir une Convention pour préparer la CIG, qui ne serait pas un forum de discussion, mais serait chargé de présenter « à la CIG de 2004 un projet cohérent porteur de solutions aux problèmes auxquels celle-ci est confrontée.»

Après la XXVème conférence de la COSAC, une réunion spéciale des Présidents de la COSAC a eu lieu le 1er décembre pour informer les parlements nationaux des résultats d'une

visite des capitales, effectuée par le Président de la commission mixte des affaires européennes belge, M. Philippe MAHOUX, et le Président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, M. Pierre CHEVALIER. Le Premier Ministre belge, M. Guy VERHOFSTADT avait chargé les deux parlementaires de rassembler des informations dans l'objectif de la réunion du Conseil européen à Laeken, qui donnerait le feu vert à la création de la Convention qui préparerait la CIG de 2004. La conférence des Présidents a apporté son soutien à la création d'une Convention.

VII. Le futur de l'Europe – la réforme de la COSAC

XXVIème COSAC à Madrid (Espagne)

La **XXVIème COSAC**, qui a eu lieu à **Madrid du 12 au 14 mai 2002**, était la première COSAC depuis la décision des Etats-membres d'associer directement les parlementaires nationaux et européens à la préparation de la CIG via une Convention.²⁹ La COSAC a suivi de près le déroulement des travaux de la Convention, et y participa même activement puisque beaucoup de parlementaires nationaux participant à la COSAC étaient également représentants de leur Parlement à la Convention²⁹ créant ainsi un effet d'engrenage entre les deux processus.

La conférence de Madrid s'est félicitée de la décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Laeken de créer une Convention et a accepté de suivre ses progrès de près. Il a été décidé que la question du futur de l'UE resterait à l'ordre du jour de la COSAC jusqu'à la fin des travaux de la Convention, à qui toutes les contributions de la COSAC seraient envoyées. Il a également été décidé de tenir une réunion spéciale avant que la Convention ne commence à adopter une contribution pour la CIG.

Cette période était favorable à une autre série de réformes de la COSAC. La troïka présidentielle a été chargée de préparer une proposition détaillée de réforme, pour que la COSAC soit plus efficace et plus centrée sur le rôle des parlements nationaux. Le principe directeur de ces réformes devait être de rendre la COSAC plus efficace tout en respectant le Protocole d'Amsterdam. Toutes les questions qui nécessitaient un amendement au traité ont été laissées à la Convention, pour que les débats de la COSAC ne soient pas des répétitions de ceux de la Convention.

²⁹ La Convention a été créée par le Conseil européen de Laeken de décembre 2001. Elle était composée de 30 parlementaires nationaux, 16 parlementaires européens, 15 représentants des Gouvernements et deux représentants de la Commission européenne. 13 des pays candidats ont également envoyés 2 parlementaires nationaux et un représentant du Gouvernement. La Convention comprenait donc un important quota de parlementaires nationaux (56 sur 105 participants). Elle était présidée par l'ancien Président M. Valéry Giscard d'Estaing, et les deux Vice-Présidents étaient les anciens Premiers Ministres italien et belge, M. Gulliano d'Amato et M. Jean-Luc Dehaene.

XXVIIème COSAC à Copenhague

La **XXVIIème COSAC**, qui a eu lieu à **Copenhague du 16 au 18 octobre 2002**, a lancé un programme ambitieux de réforme, sur lequel la COSAC a travaillé pendant plus d'un an.

Un groupe de travail composé des Présidents des commissions des affaires européennes et présidé par M. Claus LARSEN-JENSEN, a été créé pour réformer la COSAC. Il devait entre autres étudier les moyens d'associer les commissions spécialisées à la COSAC, rédiger un code de conduite du contrôle parlementaire des affaires européennes et des propositions pour créer un secrétariat de la COSAC et introduire le vote à la majorité à la COSAC. Il était aussi proposé de souligner que le rôle de la COSAC est, par l'échange d'informations entre parlements nationaux, d'aider ceux-ci à être plus efficaces dans leurs activités relatives à l'UE, en particulier dans le contrôle des activités de leur Gouvernement.

Le groupe de travail a adopté des recommandations qui ont été transmises à la Présidence grecque le 10 janvier 2003³⁰. Ces recommandations comprenaient l'introduction de la majorité qualifiée à la COSAC et le principe de la création d'une sorte de secrétariat pour assister la COSAC. Aucun accord n'avait pu être atteint sur la composition, le financement et les moyens de recrutement du personnel du secrétariat. Le groupe de travail a rejeté l'idée d'associer les commissions spécialisées à la COSAC, mais a proposé que la COSAC assiste les commissions spécialisées lorsqu'elles désirent organiser une réunion. Il a également défini et conseillé des critères minimums pour le contrôle parlementaire des affaires européennes.

Comme il avait été décidé lors de la conférence de Madrid, la COSAC a aussi débattu du futur de l'Europe. Mme Gisela STUART, Présidente du groupe de travail de la Convention sur le rôle des parlements nationaux, s'est adressée à la COSAC pour résumer l'état des travaux à la Convention.

XXVIIIème COSAC à Bruxelles (Belgique)

Une **réunion extraordinaire de la COSAC** a eu lieu à **Bruxelles le 27 janvier 2003**, au Parlement européen (mais sous la Présidence grecque), pour finaliser la réforme de la COSAC et discuter du futur de l'UE. La COSAC devait adopter une contribution pour la Convention, qui avait commencé la rédaction des premiers projets d'articles de ce qui allait devenir le traité constitutionnel.

Des progrès ont été faits s'agissant de la réforme de la COSAC : le consensus était général sur le fait que les parlements nationaux devaient être mieux informés des affaires européennes et échanger des informations sur leurs pratiques. Presque symboliquement, la COSAC a réussi à adopter des critères minimums pour le contrôle parlementaire des affaires européennes - après avoir ajouté des clauses de sécurité pour que les critères ne soient pas légalement contraignants, mais servent plutôt de principes directeurs.

³⁰ Le Groupe de Travail s'est réuni les 17 et 18 novembre et les 15 et 16 décembre à Copenhague.

Le modèle pour un vote à la majorité a été accepté, en principe, par la COSAC. La COSAC devait toujours chercher à adopter les contributions par consensus, mais dans les cas où cela s'avérerait impossible, les contributions pourraient être adoptées avec une majorité de 3/4 des voix - constituant au moins 50% des votes. Cependant, l'adoption finale du règlement de la COSAC a été repoussée à la prochaine COSAC à Athènes, en mai 2003.

Enfin, il a été proposé que "l'assistance administrative" de la COSAC soit constituée de personnel des parlements nationaux et de la troïka présidentielle, avec un système de rotation. Cependant, aucun accord concernant la création d'un Secrétariat de la COSAC, cette question a été reportée à la réunion suivante.

XXIXème COSAC à Athènes (Grèce)

La **XXIXème COSAC**, qui a eu lieu à **Athènes du 4 au 6 mai 2003**, a modifié le règlement de la COSAC.

Il a été décidé de davantage concentrer les activités de la COSAC sur le travail des parlements nationaux vis-à-vis de l'UE. Le projet d'utiliser la COSAC comme plate-forme d'échange d'information et de meilleures pratiques a été rappelé, et, pour la première fois, inscrit dans le règlement:

“L'objet principal de chaque projet d'ordre du jour est lié au rôle de la COSAC comme organe d'échange d'informations, en particulier pour les aspects pratiques de l'examen parlementaire.”³¹

La COSAC a aussi formellement adopté le nouveau régime de vote permettant à la COSAC de voter à la majorité pour l'adoption des contributions.

Enfin, la COSAC a approuvé la création d'un Secrétariat qui faciliterait son travail. Des lignes directrices ont été adoptées, qui proposent que le Secrétariat soit composé d'un membre permanent et de quatre membres secondés par les trois parlements nationaux de la Troïka présidentielle et le Parlement européen.

Il y a également eu un débat sur le futur de l'Europe. La Convention avait presque fini son travail, et discutait des questions institutionnelles difficiles. C'était pour la COSAC la dernière opportunité d'influencer son travail. La Conférence a donc rédigé des recommandations sur le rôle des parlements nationaux. La COSAC a, en règle générale, soutenu les propositions du Praesidium de la Convention, avec toutefois quelques exceptions. La COSAC a appelé à la “reconnaissance constitutionnelle des parlements nationaux”, par l'ajout de deux articles au traité constitutionnel : le premier définissant le principe de subsidiarité, et le deuxième le rôle des parlements nationaux. La proposition de la Convention sur le rôle de la COSAC étant considérée comme trop vague par la XIXème COSAC. C'est pourquoi, cette dernière a encouragé la Convention à clarifier le texte qui reprenait le Protocole annexé au traité d'Amsterdam. Enfin, la COSAC a demandé que les

³¹ Paragraphe 7.1a du règlement de la COSAC

parlements nationaux aient un accès direct à la Cour européenne de Justice, pour demander une vérification de la conformité de la législation européenne avec le principe de subsidiarité.

XXXème COSAC à Rome (Italie)

La **XXXème COSAC** a eu lieu à **Rome les 6 et 7 octobre 2003**. C'était la première COSAC depuis la fin des travaux de la Convention. Le résultat de celle-ci a donc été largement débattu. Le deuxième sujet important de la Conférence était la création du secrétariat de la COSAC, sur la base des lignes directrices adoptées à Athènes.

La COSAC a pris note du projet de traité constitutionnel de la Convention, et s'est félicitée de la disposition du traité impliquant les parlements nationaux dans le contrôle du principe de subsidiarité par le "mécanisme d'alerte précoce". La COSAC a aussi considéré l'amélioration des règles pour la transmission des documents relatifs à l'UE très importante.

La COSAC a encouragé les Etats membres à rendre la CIG la plus transparente possible, et à rendre publics tous les documents de la conférence. La Présidence italienne du Conseil avait accepté d'informer la COSAC du déroulement des travaux de la CIG. La COSAC a donc appelé la Présidence à le présenter à la COSAC lors d'une réunion spéciale des Présidents à l'automne.

Un compromis a été trouvé pour le secrétariat de la COSAC, ce qui a permis, avec les lignes directrices d'Athènes, de préparer la mise en place du premier secrétariat à Bruxelles le 15 janvier 2004, pour une période d'essai de deux ans.³²

VIII L'application de la réforme – une plate-forme d'échange d'informations sur les meilleures pratiques

XXXIème COSAC à Dublin (Irlande)

La **XXXIème COSAC**, qui a eu lieu à **Dublin les 19 et 20 mai 2004**, était la première réunion après la révision du règlement. L'ordre du jour donnait aux parlements nationaux la possibilité d'échanger des informations sur les meilleures pratiques pour le contrôle parlementaire des affaires européennes.

Un échange d'informations entre parlements nationaux - en accord avec l'article 7.1 du règlement - a donc eu lieu sur les derniers développements en matière de contrôle parlementaire dans les Etats Membres. Des rapports sur le système de contrôle des parlements nationaux des dix nouveaux Etats Membres ont plus particulièrement été présentés.

L'ordre du jour laissait aussi une large place à la question du rôle des parlements nationaux dans l'UE. Le traité constitutionnel, qui n'avait pas encore été signé, rendait ce sujet

³² Pour des détails sur la composition et le financement du Secrétariat de la COSAC:
<http://www.cosac.eu/fr/meetings/previous/30>

particulièrement d'actualité. Les délégations ont longuement débattu des moyens de mettre en œuvre le "mécanisme d'alerte précoce" et d'organiser leur contrôle de subsidiarité. Le débat a été facilité par le premier "rapport semestriel sur les procédures et les pratiques de l'UE", du Secrétariat de la COSAC qui portait sur les nouveaux "mécanisme de subsidiarité".

Ce rapport analysait les thèmes suivants :

- la présentation des récentes évolutions des procédures et pratiques dans l'Union Européenne ;
- l'application des réformes : mieux légiférer ;
- les principes de subsidiarité et de proportionnalité ;
- le cycle politique de l'Union Européenne ;
- les procédures législatives de l'Union Européenne ;
- les évolutions récentes des procédures et pratiques de scrutin des parlements nationaux pour la législation de l'Union Européenne ;
- les propositions pour le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Le Ministre des affaires étrangères irlandais, M. Brian COWEN, a fait part à la COSAC des progrès de la CIG. La COSAC a appelé "toutes les parties à conclure la CIG avant le Conseil européen de juin".

XXXIIème COSAC à la Haye (Pays-Bas)

La **XXXIIème COSAC**, qui a eu lieu à **La Haye les 22 et 23 novembre 2004**, a principalement débattu du traité constitutionnel, qui avait été signé les 18 et 19 juin par les Gouvernements des Etats membres. Le débat principal a encore une fois porté sur le "mécanisme d'alerte précoce".

Le Parlement néerlandais avait décidé de la manière dont il conduirait son contrôle de subsidiarité. Il avait opté pour la création d'une "commission mixte de subsidiarité" comprenant des membres des deux Chambres du Parlement. Un débat a eu lieu sur le rapport de la Présidence néerlandaise ainsi que sur le deuxième rapport semestriel du secrétariat de la COSAC qui avait demandé aux parlements nationaux la manière dont ils organisaient leur test de subsidiarité.

Le secrétariat avait demandé aux parlements comment ils comptaient organiser leur contrôle de subsidiarité. A cette période, très peu de parlements avaient une idée claire sur cette question. Afin de faciliter le débat et de permettre aux parlements nationaux de mieux réfléchir à ce problème, la COSAC a décidé de mener un "projet pilote", qui permettrait aux parlements de tester leur mécanismes d'alerte précoce, en examinant un exemple de législation européenne. Il a été décidé que le troisième paquet ferroviaire de la Commission serait le sujet de ce projet pilote.

Le 2ème rapport semestriel de la COSAC étudiait les sujets suivants :

- des propositions impliquant directement les parlements nationaux ;
- le budget et provisions financières de l'Union Européenne ;
- transparence et traçabilité ;

- les documents d'origine gouvernementale adressés aux parlements nationaux, concernant l'ébauche de la législation de l'Union Européenne (note explicative) ;
- la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe par les 25 de l'UE.

Enfin, malgré une longue discussion, la COSAC n'a pas trouvé d'accord sur la modification de son régime linguistique.

XXXIIIème COSAC à Luxembourg (Luxembourg)

La **XXXIIIème COSAC** a eu lieu au **Luxembourg, les 17 et 18 mai 2005**. Pour la première fois dans l'histoire de la COSAC, un projet d'acte législatif européen était examiné par les parlements nationaux dans le cadre de la COSAC. Le troisième paquet ferroviaire de la Commission a été examiné par 31 des 37 Chambres des parlements nationaux des 25 Etats membres.

Les parlements nationaux ont commencé leur examen le 1er mars 2005, et l'ont achevé six semaines plus tard, le 12 avril. Tous les parlements participants ont rédigé un rapport résumant la façon dont ils avaient conduit ce projet pilote, et les leçons qu'ils ont tirées de cette expérience ; ces rapports ont été envoyés au secrétariat de la COSAC.³³ Lors de la réunion, les parlements nationaux ont discuté de leur expérience et des difficultés qu'ils ont rencontrées lors de ce projet pilote.

La COSAC a adopté à l'unanimité la contribution adressée aux institutions européennes, qui critiquait les justifications données par la Commission concernant la conformité des projets d'actes législatifs au principe de subsidiarité. La COSAC a appelé la Commission à produire dans le futur des documents plus détaillés et a déclaré que la distinction entre les principes de subsidiarité et de proportionnalité devait être clarifiée.

La COSAC s'est félicitée du succès du projet pilote et a décidé de mener un second test de mécanisme d'alerte précoce. La présidence suivante, Présidence du Royaume-Uni, a été chargée de proposer un nouveau sujet et un calendrier pour le test.

Le "3ème rapport semestriel" de la COSAC a traité de manière approfondie les thèmes suivants :

- la création de la Commission des affaires européennes dans l'UE des 25 ;
- le contrôle parlementaire des questions européennes par la Commission des affaires européennes et par les Comités sectoriels ;
- le contrôle du principe de subsidiarité ;
- le rôle des parlements nationaux dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) d'après le traité instituant une Constitution pour l'Europe ;
- le rôle des membres du Parlement européen dans les parlements nationaux.

³³ Le Secrétariat de la COSAC a produit un rapport sur les moyens de faciliter les échanges de vues et de meilleures pratiques entre les délégations, en s'appuyant sur les réponses des Parlements nationaux . Pour lire ce rapport : <http://www.cosac.eu/fr/info/earlywarning/pilotproject/>

XXXIVème COSAC à Londres (Royaume-Uni)

La réunion des présidents de la COSAC les 17 et 18 juillet 2005 avait préparé le terrain sur les questions procédurales et administratives pour la réunion ordinaire qui a suivi. À la lumière de la poursuite des ratifications du traité constitutionnel, les présidents ont discuté avec Mme Margot Wallström, Vice-présidente de la Commission et Commissaire pour les relations institutionnelles et la stratégie de communication, au sujet du mécanisme de subsidiarité qui serait introduit par le traité et des méthodes à utiliser pour l'examen du programme annuel de travail de la Commission.

La **XXXIVème COSAC** a eu lieu à **Londres du 9 au 11 octobre 2005**. Dans la préparation de l'agenda de cette réunion plénière de la COSAC, le Parlement du Royaume Uni avait clairement en tête les récents changements des règles de procédures de la COSAC qui établissaient que désormais l'objet principal de chaque projet d'ordre du jour serait lié au rôle de la COSAC comme organe d'échange d'informations, en particulier sur les aspects pratiques de l'examen parlementaire.

C'est ainsi que les deux principaux sujets discutés ont été : l'examen de la politique extérieure et de sécurité commune, et l'examen des évaluations d'impact (avec la participation de M. Moavero MILANESI, Secrétaire général adjoint de la Commission européenne).

Au nom de la Présidence britannique du Conseil, John PRESCOTT, Député, Vice Premier Ministre, est également intervenu à travers une présentation au nom de la présidence britannique du Conseil.

À la lumière de l'évolution de la ratification du traité Constitutionnel, la COSAC a aussi débattu des aspects parlementaires du traité, parmi lesquels les séances publiques du Conseil et le renforcement de l'examen de subsidiarité. Un consensus s'est créé autour de la question du renforcement du rôle de l'examen de subsidiarité et de proportionnalité par les parlements nationaux, quel que soit le futur du traité constitutionnel, et sur la seule base des dispositions du traité d'Amsterdam. Un accord a été trouvé et les parlements nationaux examineraient désormais la législation européenne par rapport aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, en utilisant les dispositions du traité d'Amsterdam. Il a été demandé aux parlements nationaux de proposer des sujets de travail pour l'année suivante afin d'effectuer l'examen de subsidiarité et de proportionnalité par les parlements qui souhaitent le faire.

La COSAC a également trouvé un accord sur la continuité de son secrétariat ; les parlements des présidences pourront convier des Invités Spéciaux aux débats si l'agenda le requière et a pris note des sujets de discussions suggérés pour les rencontres futures, et ce, en accord avec les règles de procédure.

Enfin, la COSAC a adopté une "Contribution adressée aux institutions européennes" qui s'est centrée sur l'examen de la PESC, sur une meilleure régulation et une plus grande ouverture du Conseil. Après la réunion, plusieurs pas ont été franchis afin d'accroître la portée de cette contribution. Pour la première fois, la contribution a été traduite dans toutes les langues de la Communauté, publiée dans le Journal Officiel de l'Union Européenne et envoyée aux Présidents des institutions de l'UE. Des réactions positives ont été enregistrées, notamment

de la part du président de la Commission, M. BARROSO et du Vice-président M. VERHEUGEN.

Le "4ème rapport semestriel" de la COSAC a étudié les sujets suivants :

- le contrôle parlementaire de la PESC et de la PESD dans les parlements nationaux ;
- le contrôle parlementaire des études d'impact ;
- augmenter la prise de conscience européenne ;
- la transparence au sein du Conseil ;
- la codécision: accords en première et seconde lecture.

XXXVème COSAC à Vienne (Autriche)

La **XXXVème COSAC** qui s'est réunie à **Vienne les 22 et 23 mai 2006** a mis l'accent sur le renforcement du rôle des parlements nationaux sur la base de l'acquis communautaire. Après la Conférence sur la Subsidiarité à St Pölten en avril et la réunion conjointe entre les parlements nationaux et le Parlement européen sur le futur de l'Europe à Bruxelles en mai 2006, cette réunion de la COSAC a repris le thème du futur du traité constitutionnel et du contrôle de subsidiarité par les parlements nationaux.

La contribution de la COSAC a bien accueilli l'initiative du président de la Commission de transmettre directement toutes les nouvelles propositions législatives et les documents de consultation aux parlements nationaux, en les invitant à réagir afin d'améliorer le processus d'élaboration des politiques. De plus, la COSAC a demandé à la Commission "de prendre en compte les commentaires des parlements nationaux - en particulier eu égard aux principes de subsidiarité et de proportionnalité - qu'elle en accuse la réception et y réponde dans des délais raisonnables". Cette initiative, inscrite dans la communication de la Commission du 10 mai 2006 (COM (2006) 211 final) a été approuvée par le Conseil européen des 15 et 16 juin 2006. Le Conseil européen a réitéré la demande pour que les commentaires des parlements nationaux soient sérieusement pris en compte et a encouragé ceux-ci à renforcer leur coopération au sein de la COSAC pour le contrôle de subsidiarité.

Un autre point de l'agenda étaient les échanges de vues avec le chancelier fédéral M. Wolfgang SCHÜSSEL sur l'Europe, les perspectives et le pragmatisme et la discussion sur l'ouest des Balkans et la politique de voisinage européenne avec la commissaire Mme Benita FERRERO-WALDNER et le coordinateur du pacte de stabilité dans l'Europe du sud-est M. Erhard BUSEK.

Le "5ème rapport semestriel" de la COSAC a analysé les thèmes suivants :

- la subsidiarité ;
- le contrôle parlementaire des opérations civiles de la PESD ;
- études d'impact ;
- la transparence au sein du Conseil.

XXXVIème COSAC à Helsinki (Finlande)

La réunion des Présidents de la COSAC du 11 Septembre a débuté par une introduction de Mme Margot WALLSTRÖM, Vice-présidente de la Commission Européenne, au sujet de l'initiative de la Commission mise en place le 1er Septembre 2006 visant à transmettre directement les propositions législatives et les documents de travail aux parlements nationaux.

L'autre sujet principal du débat a été la politique énergétique européenne. Ce sujet a été introduit par M. Mauri PEKKAINEN, Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Jean-Baptiste RENARD, Président de British Petroleum Europe et le Pr. Peter LUND, Président du Groupe Consultatif de l'UE sur la Politique Énergétique. Les présentations se sont centrées sur l'offre actuelle d'énergie au niveau mondial mais aussi au niveau européen, sur les stratégies à mener pour améliorer la sécurité énergétique au sein de l'Union, sur le développement de nouvelles technologies, de sources d'énergies alternatives et sur l'augmentation des mesures d'efficacité énergétique, en tenant compte des implications environnementales et de la consommation d'énergie.

La question du cofinancement du membre permanent du secrétariat de la COSAC dans le futur a été soulevée pendant la réunion des présidents sur la base d'une note fournie par la Présidence finlandaise dans la continuité des conclusions de la XXXIVe COSAC. Les Présidents se sont accordés sur la création d'un groupe de réflexion sur ce sujet via des échanges d'informations électroniques.

La réunion ordinaire de la **XXXVIème COSAC**, se tenant à **Helsinki les 21 et 22 novembre 2006**, a débuté avec le débat - entamé par la COSAC en juillet 2006 - sur le respect de l'application des principes de proportionnalité et de subsidiarité par la proposition de la Commission sur les juridictions et les lois applicables en matière de divorces. La plupart des parlements participants n'a constaté aucun manquement aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cependant, environ un tiers des participants ont trouvé que les justifications de la Commission concernant cette proposition étaient insuffisantes.

L'intervenant principal de la conférence - M. le Premier Ministre Matti VANHANEN - a résumé ce qui a été accompli jusque là par la Présidence finlandaise et a présenté les grandes lignes de ce qu'il restait à faire. Les délégations ont fait part de leurs inquiétudes, particulièrement au sujet d'élargissements à venir et de la capacité de l'Union à intégrer de nouveaux entrants.

Le thème Justice et Affaires Intérieures et l'examen à mi-parcours du Programme de la Haye ont été introduits par une déclaration du commissaire M. Franco FRATTINI, qui a centré celle-ci sur la clause passerelle, l'élargissement de l'espace Schengen, diverses considérations sur la lutte contre le terrorisme et le crime organisé ainsi que sur les questions d'immigration légale et illégale. Enfin, il a proposé la vérification du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité par une proposition de directive sur les questions matrimoniales récemment conclues par les parlements nationaux.

Lors de son introduction relative à la dimension nordique, au second jour de la réunion, le représentant de l'Eduskunta (Parlement Finlandais), M. Paavo LIPPONEN, a placé les relations UE-Russie comme priorité sur l'agenda de la Présidence finlandaise. M. Andrej KLIMOV, Président de la sous-commission des Affaires Européennes de la Commission des Affaires Internationales de la Douma, a souligné qu'une analyse détaillée des sphères d'action communes à la Russie et à l'UE avait de bonnes chances de déboucher sur des coopérations stratégiques bénéfiques pour les deux parties, mais qu'une majorité de députés de la Douma rejetteraient toute tentative de chantage politique dans les relations entre l'UE et la Russie. Il a précisé que les menaces et défis communs aux deux parties, tels la prolifération nucléaire, le terrorisme, la protection de l'environnement et l'immigration illégale- seraient mieux maîtrisés par un effort commun.

Dans le débat qui a fait suite à ces déclarations, les questions et les commentaires se sont concentrés autour des questions énergétiques, pour lesquelles de nombreuses délégations ont exprimé leurs aspirations à plus de solidarité de la part des Etats membres. L'UE doit dialoguer avec la Russie d'une seule voix, la liberté de la presse doit y être garantie, la société civile doit pouvoir exercer ses activités dans de bonnes conditions et les questions environnementales et de changement climatiques doivent être traités avec plus d'attention. La question des relations de la Russie avec les membres de l'Union qui appartenaient précédemment au bloc soviétique ainsi que celle des "conflits gelés" ont également été abordées.

Les résultats du groupe de travail sur le cofinancement du membre permanent du Secrétariat de la COSAC ont aussi été débattus. Les délégations allemande et portugaise - en tant que représentants des deux Présidences à venir - ont soutenu le principe de cofinancement ainsi que la mention du Secrétariat de la COSAC dans les règles de procédure. Quinze parlements ont déjà fait part de leur intention de participer au mécanisme de cofinancement.

La conférence s'est conclue par l'adoption unanime de la contribution aux institutions de l'UE et des conclusions de la conférence de la XXXVIème COSAC.

Le "6ème rapport semestriel" de la COSAC a traité les points suivants :

- Subsidiarité et proportionnalité ;
- la coopération avec la Commission ;
- la Justice et les Affaires Intérieures: la question de la clause-passerelle ;
- la comitologie ;
- la coopération future avec le Parlement européen ;
- la dimension septentrionale de l'Union Européenne.

XXXVIIème COSAC à Berlin (Allemagne)

La **XXXVIIème COSAC de Berlin les 14 et 15 mai 2007** s'est centrée autour du débat sur le traité Constitutionnel et a engagé d'importantes initiatives concernant le futur rôle des parlements nationaux au sein de l'UE et son propre fonctionnement.

Le débat concernant le traité Constitutionnel a été introduit par le discours de la Chancelière Fédérale Mme Angela MERKEL, qui a axé son discours sur des sujets constitutionnels, le rôle de l'UE dans la lutte contre le changement climatique et la dimension orientale de l'UE.

Elle a aussi rendu public pour la première fois, son souhait de voir la réunion du Conseil Européen de juin 2007, s'accorder non seulement sur une feuille de route mais aussi sur les grandes lignes d'une solution pour faire face à l'impasse institutionnelle à laquelle l'UE était confrontée.

La COSAC a bien accueilli l'idée de convenir d'une conférence intergouvernementale (CIG) au second semestre 2007 et a souligné que les parlements nationaux et le Parlement européen devaient être entièrement impliqués dans les travaux de la CIG. Tout accord institutionnel devra strictement respecter la substance et les objectifs du traité Constitutionnel, et prendre en compte le rôle important des parlements nationaux dans le processus législatif européen. Le futur rôle des parlements nationaux devait être au moins aussi fort que celui prévu dans le traité Constitutionnel.

Pour la première fois dans le cadre de la COSAC, un débat s'est tenu sur la Stratégie politique annuelle de la Commission pour 2008. Le but était de favoriser la prise de conscience de l'importance de ce document dans le processus législatif européen. La COSAC a demandé à la Commission de prendre en compte de manière effective les remarques des parlements sur la Stratégie Politique Annuelle lorsqu'elle formulera son Programme législatif et de travail pour 2008.

A la suite des évaluations minutieuses des contrôles de subsidiarité et de proportionnalité organisés par la COSAC dans le passé, la conférence a décidé de poursuivre l'exercice. Au moins deux propositions provenant du Programme Législatif et de Travail de la Commission seront examinés chaque année. Les Présidences suivantes ont été encouragées à mener un débat sur les principes de subsidiarité et de proportionnalité, afin de concourir à une meilleure compréhension de ces deux principes ainsi qu'à la mise en place d'une procédure à suivre par les parlements et les institutions européennes.

L'initiative de la Commission, démarrée en septembre 2006, de transférer directement ses documents aux parlements nationaux pour commentaires, a été évaluée de manière positive. La COSAC a clairement souligné que la Commission devait soumettre ses réponses aux parlements dans les deux mois, et qu'elle devait réagir d'une manière visible si un nombre significatif de parlements faisaient part de leurs inquiétudes vis-à-vis d'une proposition spécifique. La COSAC a demandé aux parlements nationaux et à la Commission de télécharger leurs remarques et leur correspondance sur le site web d'IPEX.

Un consensus politique a été atteint sur la base d'un projet de la Présidence visant à l'existence d'un secrétariat de la COSAC et de son membre permanent. Un nombre important de parlements ont exprimé leur volonté de contribuer au cofinancement du secrétariat de la COSAC.

Le "7ème rapport semestriel" de la COSAC s'est penché de manière approfondie sur les points suivants :

- l'évaluation des contrôles de subsidiarité et de proportionnalité menés par la COSAC ;
- l'évaluation de la coopération avec la Commission européenne ;
- l'état du débat sur l'avenir de l'Europe ;
- le changement climatique et la protection du climat comme politique de l'UE.

XXXVIIIe COSAC à Estoril (Portugal)

La **XXXVIIIème COSAC** s'est tenue à **Estoril du 15 au 16 octobre 2007**. Cette réunion de la COSAC s'est déroulée quelques jours avant la réunion informelle du Conseil européen où devaient avoir lieu les dernières négociations concernant un accord sur le nouveau traité de réforme de l'Union européenne. Celui-ci était donc un thème fort dans l'ordre du jour de la COSAC.

Le Président de l'*Assembleia da República* portugaise, M. Jaime GAMA, a prononcé le discours d'ouverture en soulignant que le rôle des parlements nationaux confèrera une plus grande légitimité au projet européen. Il a également ajouté que le traité de Lisbonne renforcera ce rôle.

Pour la première fois, un Président de la Commission européenne a pris la parole au cours d'une séance plénière de la COSAC. M. José Manuel Durão BARROSO a prononcé un discours sur une Europe de droits et de résultats.

Le Premier ministre du Portugal et Président en exercice du Conseil européen, M. José SÓCRATES, a souligné les priorités de la Présidence portugaise : le traité réformateur, les relations internationales de l'Union européenne, l'Agenda de Lisbonne et la lutte contre les changements climatiques, en mettant également l'accent sur le renforcement du rôle des parlements nationaux.

M. Luís AMADO, Ministre d'Etat et des Affaires étrangères du Portugal a tenu un discours sur la dimension méditerranéenne de l'UE.

Trois représentants du Parlement européen à cette réunion, M. Elmar BROK, M. Enrique BARÓN CRESPO et M. Andrew DUFF, ont échangé leur point de vue avec la réunion plénière de la COSAC sur les négociations en cours de la CIG sur le traité de Lisbonne.

En ce qui concerne les affaires procédurales, la XXXVIIIe COSAC a adopté, suite à une proposition de la troika, le règlement révisé instituant le Secrétariat de la COSAC et précisant son rôle dans le règlement. La décision de désigner le nouveau membre permanent du Secrétariat de la COSAC pour la période 2008-2010 a été reportée à la réunion des Présidents de la COSAC de Ljubljana devant avoir lieu le 18 février 2008. Sur la question du cofinancement du poste, 23 lettres d'intention avaient déjà été reçues, ce qui signifiait que le seuil requis (un minimum de 14 parlements nationaux) pour aller de l'avant dans le domaine du cofinancement avait été atteint.

La COSAC a également pris note de thèmes possibles suggérés pour de futures discussions, en accord avec le règlement, sur la base d'un document préparé par le Secrétariat de la COSAC regroupant les réponses données par tous les parlements.

Le "8ème rapport semestriel" de la COSAC a étudié les points suivants :

- une vue d'ensemble des systèmes de contrôle de l'UE des parlements nationaux des 27 de l'UE ;
- les attentes des parlements nationaux par rapport à la CIG ;

- le rôle des parlements dans la Stratégie de Lisbonne ;
- la dimension méditerranéenne de l'Union Européenne ;
- la surveillance par les parlements nationaux des programmes financiers de l'UE: fixation des priorités et attribution des fonds.

XXXIXème COSAC à Bled-Brdo pri Kranju (Slovénie)

La XXXIXème COSAC s'est réunie à **Brdo pri Kranju** en Slovénie les **7 et 8 mai 2008**. Il s'agissait de la première réunion COSAC organisée dans un des Etats Membres ayant intégré l'Union Européenne lors de son plus grand élargissement en mai 2004.

M. Janez JANŠA, Président du Conseil de l'Union Européenne et Premier Ministre de la République de Slovénie a souligné les priorités de la présidence slovène de l'Union européenne et de l'avenir de l'UE : le lancement d'un nouveau cycle de trois ans sur la stratégie de Lisbonne en introduisant une "cinquième liberté", la libre circulation de la connaissance ; l'énergie et le changement climatique ; la stabilité des marchés financiers ; l'achèvement du réseau d'accord de stabilisation et d'association des Balkans occidentaux et la ratification du traité de Lisbonne par les autres Etats Membres.

M. Dragutin MATE, Ministre de l'Intérieur slovène, a présenté les récents succès et projets en cours de l'Union Européenne dans le domaine des affaires intérieures ainsi que ceux spécifiquement accomplis dans ce domaine avec les pays des Balkans occidentaux.

M. Janez POTO NIK, Commissaire européen pour la Science et la Recherche a présenté les objectifs atteints dans la stratégie de Lisbonne. Il a souligné que celle-ci était l'instrument clé de la politique de l'Union Européenne pour faire face aux challenges mondiaux, tel que le changement climatique, l'émergence de nouvelles économies et le vieillissement des populations.

La XXXIXème COSAC a été informée de la décision prise par la réunion des Présidents de la COSAC du 18 février 2008 de nommer comme nouvelle membre permanente du secrétariat de la COSAC pour la période 2008-2010 Mme Loreta RAULINAITYT, représentante permanente de la *Seimas* pour la République de Lituanie. Avant le début des travaux de la XXXIXème COSAC de Brdo pri Kanju 26 lettres d'intention de cofinancement du poste avaient été reçues.

La XXXIXème COSAC a adopté le "9ème Rapport Semestriel" rédigé par le secrétariat de la COSAC. Ce rapport analysait les thèmes suivants :

- l'implication des parlements nationaux dans le processus de ratification du traité de Lisbonne ;
- le traité de Lisbonne, son application et ses conséquences sur les parlements nationaux des Etats Membres ;
- la stratégie de Lisbonne ;
- l'élargissement de l'espace Schengen ;
- l'implication des parlements dans l'Union Européenne dans la négociation pour intégrer l'Union Européenne.

Une contribution a été adoptée par consensus qui, entre autres, inclut les différentes propositions destinées à préciser le développement des mécanismes retenus par la Commission pour transmettre directement toutes ses nouvelles propositions et documents de consultation aux parlements nationaux. Cette contribution a été envoyée aux présidents des institutions européennes et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne.

XLème COSAC à Paris (France)

La **XLème COSAC** réunie à **Paris**, dans l'hémicycle du Sénat, **les 3 et 4 novembre 2008**, a concentré avant tout ses débats sur des sujets politiques d'actualité.

Le premier débat a porté, en présence de M. François FILLON, Premier ministre, sur la mise en œuvre de la présidence française de l'Union. Outre les quatre sujets prioritaires définis à l'origine par la France pour sa présidence (Paquet « énergie/climat », immigration, PAC, Politique européenne de défense), François FILLON a évoqué longuement la crise économique et financière internationale ainsi que le conflit entre la Géorgie et la Russie. Il a appelé de ses vœux la ratification du traité de Lisbonne par l'ensemble des Etats membres, y compris l'Irlande, afin que l'Europe soit rapidement dotée d'un système institutionnel plus adapté aux défis de cette ampleur.

La COSAC a apporté son soutien aux conclusions du Conseil européen du 15 octobre 2008 relatives à la crise économique et financière. Estimant que cette dernière ne devait pas entraîner la suspension des travaux sur le paquet "énergie-climat", la COSAC a appelé à poursuivre les efforts en vue d'un accord avant fin 2008 sur ce paquet. Enfin, elle a souhaité qu'une réponse soit apportée aux préoccupations exprimées par le peuple irlandais lors de son vote sur le traité de Lisbonne afin que le processus de ratification du traité soit mené à son terme.

La COSAC a ensuite débattu de la sécurité énergétique de l'Union et des États membres sur la base d'un rapport de M. Claude MANDIL, ancien Directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie. L'importance de la diversification des sources d'énergie (y compris les énergies renouvelables) et des routes d'approvisionnement a été soulignée ainsi que la nécessité d'une approche plus solidaire entre États à travers notamment la mise en place d'un marché intérieur de l'énergie créant les conditions favorables à une décision collective.

Ensuite, la COSAC s'est interrogée, avec M. Jean-Pierre JOUYET, Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les moyens de rapprocher l'Europe des citoyens. Les parlementaires et le Ministre ont échangé leurs vues afin de remédier à la désaffection des citoyens à l'égard de l'Union européenne, qui est devenue patente après que deux traités consécutifs visant à modifier le fonctionnement institutionnel de l'Union ont été rejetés par référendum dans trois États membres différents. Au final, la COSAC a considéré que, pour être comprise des citoyens, l'Union devait se concentrer sur les grandes questions d'intérêt commun pour lesquelles elle constitue l'échelon le plus approprié et communiquer efficacement sur ces thèmes avec le public. L'idée d'un débat annuel sur « l'état de l'Union » a également été évoquée.

La COSAC a également abordé les questions relatives à l'espace de liberté, de sécurité, de justice, et à l'association des parlements nationaux à la construction de cet espace. Elle a entendu à ce sujet M. Jacques BARROT, Vice-Président de la Commission européenne, M. Max-Peter RATZEL, Directeur d'Europol, M. José Luis LOPEZ DA MOTA, Président du collège d'Eurojust. Les échanges ont notamment porté sur les formes possibles de coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen. A la suite de ce débat, la COSAC a souhaité que des propositions sur la forme que pourrait prendre l'association des parlements nationaux au contrôle d'Europol et à l'évaluation d'Eurojust, prévue par le traité de Lisbonne, soient débattues lors de ses prochaines réunions. Elle a souhaité également que la Commission européenne publie un document de consultation impliquant les parlements nationaux avant de finaliser ses propositions de règlement concernant les activités d'Eurojust et d'Europol.

La COSAC de Paris a examiné à deux reprises le thème de l'application du principe de subsidiarité. Tout d'abord, elle a débattu des conclusions du groupe de travail composé des représentants des parlements nationaux auprès de l'Union européenne, dont la création avait été décidée sous présidence slovène, et qui avait pour objet d'examiner les perspectives d'amélioration de la coopération entre parlements nationaux en vue de l'application du protocole n° 2 sur les principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité de Lisbonne. Plusieurs points de convergence sont apparus : utilisation du réseau IPEX pour l'échange d'informations sur la subsidiarité, encouragement aux échanges informels par l'intermédiaire du réseau des représentants des parlements nationaux auprès de l'Union européenne, rôle du secrétariat de la COSAC pour informer les parlements nationaux lorsque l'un des seuils prévus par le protocole n° 2 a été atteint.

La COSAC a pris connaissance des résultats du test de subsidiarité conduit sur la proposition de directive relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de conviction, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle. Lors de ce débat, l'indication informelle de la Commission de prendre en compte, lors de la remise d'un avis motivé, les vacances parlementaires si celles-ci coïncident avec la période de huit semaines a été accueillie favorablement. Plusieurs délégations ont souhaité que le Parlement européen et le Conseil prennent la même décision.

LA XLème COSAC a adopté "le 10ème rapport semestriel" préparé par le Secrétariat de la COSAC. Celui-ci s'est penché de manière approfondie sur les points suivants :

- Le traité de Lisbonne et sa ratification – les attentes des parlements nationaux et du Parlement européen ;
- Rapport sur les résultats du groupe de travail des représentants des parlements nationaux pour l'UE sur la mise en œuvre du protocole 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité tel qu'il est annexé au traité de Lisbonne ;
- Implication des parlements nationaux en matière de politique de défense de l'Union Européenne ;
- Contrôle des accords négociés par la Communauté européenne.

Une contribution a été adoptée par consensus. Celle-ci a été envoyée aux présidents des institutions européennes et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne.

XLIème COSAC à Prague (République Tchèque)

La **XLIème COSAC** s'est tenue au Palais Žofín de **Prague** en République Tchèque **les 11 et 12 mai 2009**, quelques jours après la désignation du nouveau gouvernement de la République Tchèque.

M. Jan Fischer, Premier ministre de la République Tchèque et président du Conseil de l'UE a souligné la volonté du nouveau gouvernement de continuer à accomplir les tâches de la Présidence du Conseil de manière régulière et efficace. Il a réaffirmé les trois priorités de la République Tchèque : « l'Economie, l'Energie et l'Europe dans le monde » et a présenté ses projets pour les deux mois suivants. Puis M. Miroslav KALOUSEK, le ministre sortant des Finances de la République Tchèque et M. Eduard JANOTA, le nouveau ministre des Finances de la République Tchèque ont abordé la question de la situation économique et financière actuelle. Ce sujet a été inscrit à l'ordre du jour après les nombreuses demandes exprimées lors de la réunion des présidents de la COSAC les 9 et 10 février 2009, et a donné lieu à un riche débat dont les conclusions ont été projetées dans la Contribution de la XLIème COSAC.

En 2007, la XXXVIIème COSAC a discuté pour la première fois la stratégie politique annuelle de la Commission afin de faire prendre conscience de l'importance de ce document dans le processus de formulation de la politique de l'UE. La stratégie politique annuelle pour 2010 a été présentée à la XLIème COSAC par M. Vladimír ŠPIDLA, commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances. Les délégations ont réitéré leur volonté de discuter de façon régulière la stratégie politique annuelle de la Commission européenne.

En rapport avec le 20^e anniversaire de la chute du rideau de fer et la libération des pays de l'Europe centrale et orientale du communisme, la Présidence tchèque de la COSAC a mis à l'ordre du jour la question du rôle de l'UE dans la défense de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde. Ce sujet a été introduit par un discours enregistré de M. Václav HAVEL, ancien Président de la République Tchèque et ancien dissident, et s'est poursuivi par la présentation de M. Michael KOCÁB, ministre chargé des droits de l'homme de la République Tchèque.

La XLIème COSAC a adopté le 11^e rapport semestriel préparé par le secrétariat de la COSAC. Ce rapport a couvert les sujets suivants :

- Le contrôle parlementaire d'Europol et l'évaluation d'Eurojust
- Le rôle des parlements de l'UE dans la protection et la promotion des droits de l'homme dans le monde
- Les représentants des parlements nationaux auprès de l'UE
- L'évaluation des rapports semestriels de la COSAC.

Le débat sur le 11^e rapport semestriel s'est concentré sur le rôle des parlements de l'UE dans le contrôle d'Europol et l'évaluation d'Eurojust.

La réunion de la XLIème COSAC a été l'occasion pour les membres des parlements des pays de l'UE de discuter de la dimension orientale de la politique européenne de voisinage avec les membres des parlements des pays du Partenariat oriental qui ont participé à cette réunion en tant qu'invités spéciaux. Le Partenariat oriental a été l'une des principales priorités de la Présidence tchèque et a été formellement établi quelques jours avant la XLIème COSAC, à l'occasion d'un sommet qui s'est tenu le 7 mai 2009 à Prague. M. Jan KOHOUT, le ministre des affaires étrangères de la République Tchèque, a participé au débat lors de la réunion de la COSAC.

La XLIIème COSAC à Stockholm (Suède)

La **XLIIème COSAC** a été tenue dans la chambre plénière du **Riksdag à Stockholm du 4 au 6 octobre 2009**. La réunion a été ouverte par M. Per WESTERBERG, Président du *Riksdag* suédois et présidée par Mme Anna KINBERG BATRA, Présidente de la Commission pour l'Union européenne. Une partie de la rencontre s'est déroulée en présence de Son Altesse Royale, la Princesse héritière Victoria de Suède.

La Conférence a eu lieu deux jours seulement après le référendum irlandais sur le Traité de Lisbonne au cours duquel le peuple irlandais a voté en faveur du Traité. La COSAC a apprécié le résultat clair et positif du référendum irlandais, un résultat qui a amené nombre d'interventions durant la rencontre au sujet des travaux à venir à la suite du nouveau Traité, par exemple, au sujet de la coopération prochaine entre les parlements nationaux.

Le Premier Ministre de la Suède, qui était aussi le Président actuel du Conseil de l'Union européenne, M. Fredrik REINFELDT, s'est adressé à l'assemblée en soulignant les priorités de la Présidence suédoise et en rapportant de quelle manière les travaux au sein de l'UE progressaient dans une variété de domaines. Le Premier Ministre a participé à un débat animé avec les délégués à la rencontre de la COSAC. D'autres Ministres du Gouvernement suédois se sont aussi adressés à l'auditoire et ont participé aux débats; Mme Beatrice ASK, Ministre de la Justice et le Ministre de la Politique de migration et d'asile, M. Tobias BILLSTRÖM, ont tous les deux rapporté les développements dans le cadre du Programme de Stockholm et présenté leurs opinions. Le Ministre de l'Environnement, M. Andreas CARLGREN, s'est exprimé sur le thème du défi climatique. Mme Margot WALLSTRÖM, Vice-présidente de la Commission européenne et M. Björn VON SYDOW, membre et ancien Président du Parlement suédois, ont livré des discours sur l'ouverture et la transparence dans les institutions de l'UE et dans les parlements nationaux lorsqu'ils traitent d'enjeux de l'UE; ces discours ont été suivis d'un débat animé.

L'assemblée de la XLIIème COSAC a adopté le 12ème rapport semestriel, qui comporte deux chapitres :

- Transparence du processus d'examen parlementaire ;
- Examen parlementaire du programme de Stockholm.

Les deux sujets ont été examinés durant la rencontre.

L'assemblée de la COSAC a accueilli le résultat du test de subsidiarité, coordonné au sein de la COSAC, sur la Proposition de décision cadre du Conseil relative au droit à l'interprétation

et à la traduction dans le cadre des procédures pénales (COM (2009) 338), qui a eu lieu pendant un congé parlementaire et l'automne qui a suivi. Durant la discussion, il a été souligné qu'en raison du congé parlementaire, pour nombre des parlements nationaux il a été difficile de compléter le test à temps. La COSAC a accueilli en conséquence l'engagement informel de la Commission européenne de retirer quatre semaines du mois d'Août du calcul du délai de réception des avis motivés.

L'assemblée de la COSAC a aussi discuté et pris note des propositions de sujets à traiter en 2010.

S'appuyant sur la proposition de la Troïka présidentielle, qui date du 4 octobre, le mandat de Mme Loreta RAULINAITYT au poste de membre permanent du secrétariat de la COSAC, une candidate proposée par le *Seimas* lithuanien, a été reconduit jusqu'au 31 décembre 2011. Sur la proposition de la Présidence suédoise, l'assemblée des Présidents de la COSAC en juillet, a décidé de continuer à utiliser le système de cofinancement du secrétariat de la COSAC pendant la période de 2010-2011. Au moment de la XLIIème COSAC, un grand nombre de lettres d'intention de participation au cofinancement a été reçu des parlements nationaux.

L'assemblée de la XLIIème COSAC a endossé par consensus une contribution comportant les points suivant :

- Enjeux institutionnels et le Traité de Lisbonne ;
- La crise économique et financière ;
- Le défi climatique – la route vers Copenhague ;
- Le Programme de Stockholm ;
- Stratégies régionales et politique de voisinage ;
- Élargissement.

La XLIIIème COSAC à Madrid (Espagne)

La XLIIIème COSAC a eu lieu dans la *Sala Ernst Lluch* du *Congreso de los Diputados* à Madrid, du 31 mai au 1^{er} juin 2010. La réunion a été ouverte par M. José BONO MARTÍNEZ, président du *Congreso de los Diputados* espagnol. Elle a été présidée par M. Miguel ARIAS CAÑETE, président de la commission jointe du *Cortes Generales* pour l'Union européenne. Pendant son intervention lors de la session d'ouverture, le premier ministre espagnol, M. José Luis RODRÍGUEZ ZAPATERO, a défini le rôle de la présidence espagnole de l'Union européenne dont les objectifs principaux étaient la mise en œuvre du Traité de Lisbonne et le renforcement des actions jointes en vue de la gouvernance économique européenne.

Lors du débat qui a suivi, plusieurs sujets ont été abordés, comme la crise économique et les mesures prises par le Conseil, notamment dans le contexte de la Stratégie EUROPE 2020; le plan institutionnel de l'UE, l'initiative citoyenne; les politiques énergétiques et les problèmes entraînés par FRONTEX.

La XLIIIème COSAC a adopté le 13^e Rapport semestriel qui contenait deux chapitres : « La mise en œuvre des nouveaux pouvoirs des Parlements nationaux après l'entrée en vigueur du

Traité de Lisbonne » et « Le futur rôle de la COSAC ». Lors de la réunion, un débat a été dédié à chacun de ces sujets.

Les conclusions de la Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne ont été présentées par M. Per WESTERBERG, président du *Riksdag* suédois. En effet, avec un accent particulier sur la coopération interparlementaire, les thèmes principaux de ces conclusions avaient, en grandes lignes, trait aux mêmes problématiques que la XLIII COSAC.

La réunion a eu lieu pendant une période de sérieux défis pour l'Union européenne à la suite de la crise économique et financière. Dans ce cadre, l'exposé de M. Maros SEFCOVIC, vice-président de la Commission européenne, portait sur les priorités de la Commission avec un accent sur des aspects économiques comme la Stratégie EUROPE 2020 et la révision du budget de l'UE.

Le modèle actuel des relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen a été traité par quatre orateurs-clé : M. Elmar BROK, membre du Parlement européen ; M. José María GIL-ROBLES Y GIL-DELGADO, ancien président du Parlement européen ; M. Vitalino CANAS, président de la commission des Affaires européennes du parlement portugais, et Mme Ankie BROEKERS-KNOL, vice-présidente de la commission permanente pour les Organisations de coopération européenne de la *Eerste Kamer* néerlandaise. Ces interventions étaient suivies par une vive discussion relative à la coopération interparlementaire de laquelle ont surgi différentes idées, telles que la proposition d'une discussion annuelle sur l'état de l'UE à organiser simultanément dans tous les parlements nationaux.

La XLIIIème COSAC a appuyé à l'unanimité une Contribution ayant trait à des problématiques telles que :

- La crise économique après l'adoption des mesures visant à la stabilisation financière de la Grèce ;
- Le défi climatique ainsi que la préparation du Sommet de Cancun ;
- Le cadre institutionnel à la suite des nominations de M. Herman VAN ROMPUY comme président du Conseil européen et de Mme la baronne Catherine ASHTON comme haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ainsi que vice-présidente de la Commission européenne ;
- L'équilibre institutionnel, l'usage d'accords interinstitutionnels entre le Parlement européen et la Commission européenne ;
- Les stratégies régionales telles que l'Union pour la Méditerranée, la relation entre l'Union européenne et l'Amérique latine et la Stratégie UE-Région de la Baltique.

La XLIVème COSAC à Bruxelles (Belgique)

La XLIVème COSAC a eu lieu dans le Palais Egmont à Bruxelles du 24 au 26 octobre 2010.

M. le sénateur Philippe MAHOUX, co-président du comité d'avis fédéral chargé d'Affaires européennes du Parlement fédéral belge et M. Herman DE CROO, membre du Parlement et ancien président de la Chambre des représentants de Belgique, ont souhaité la bienvenue aux participants.

Lors de la réunion, a été adopté le 14ème Rapport semestriel reprenant l'analyse des réponses des 41 Chambres/Parlements relatives aux trois chapitres suivants: (1) le développement durable au sein de la Stratégie Europe 2020, (2) le contrôle parlementaire de la politique de sécurité et de défense commune et (3) le futur rôle de la COSAC après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (continuation).

Après une introduction par, respectivement, le Prof. ir. Bernard MAZIEN, *Universiteit Gent*, le Prof. Dr. Jan WOUTERS, *Katholieke Universiteit Leuven*, et M. Herman DE CROO, membre du Parlement et ancien président de la Chambre de représentants de Belgique, chacun de ces sujets a été suivi d'un débat.

En esquissant les résultats obtenus, M. Yves LETERME, premier ministre de la Belgique, a mis en exergue les priorités de la présidence²⁴. Par ailleurs, il a présenté l'état des lieux relatif à la Stratégie Europe 2020, à l'accord sur le brevet européen et aux conclusions de la *Task Force* sur la gouvernance économique. En ce qui concerne le reste de la présidence belge, M. LETERME a accentué l'importance du Sommet G20 à Seoul et de la Conférence climatique à Cancún. Lors du débat qui a suivi, les membres de la COSAC ont interrogé le premier ministre sur, entre autres, l'élargissement de l'UE, le changement climatique, la crise économique et les solutions y apportées ainsi que sur la politique étrangère européenne.

M. José Manuel BARROSO, président de la Commission européenne, a rappelé aux membres de la COSAC les origines du dialogue politique entre les Parlements nationaux et la Commission européenne. Dans ce contexte, le président a invité les Parlements nationaux à jouer un rôle dans la préparation du Programme de travail de la Commission pour 2012. Par ailleurs, il s'est concentré sur la réforme économique ainsi que sur les piliers sur lesquels celle-ci est basée²⁵. Lors du débat qui a suivi cet exposé, différents sujets ont été abordés, tels que : les (victimes des) régimes totalitaires, la nécessité d'une coopération entre la Commission européenne et les Parlements nationaux dans le cadre de la Stratégie Europe 2020 ainsi que la système du brevet européen.

Pour la première fois dans l'histoire de la COSAC, M. Herman VAN ROMPUY s'est adressé à la conférence en sa qualité de président du Conseil européen. Il a entamé son intervention par une réflexion sur le cadre institutionnel après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en général et sur le nouveau mandat de président du Conseil européen en particulier. En ce qui concerne ce dernier, il a accentué son rôle de facilitateur de consensus. M. VAN ROMPUY a également accentué sa double légitimation démocratique en renvoyant à l'accord aussi bien du Parlement européen que des Parlements nationaux. Par ailleurs, le président a esquissé les résultats de la *Task force* qu'il a présidée²⁶. Il a également souligné la

²⁴ à savoir: la problématique économique et sociale, l'implémentation du programme de Stockholm, la dimension sociale de l'UE et les politiques climatique et étrangère

²⁵ à savoir: la réforme du système européen financier, une approche plus solide de la gouvernance économique et la Stratégie Europe 2020

²⁶ à savoir: la révision du Pacte de Stabilité et de Croissance, l'élargissement des développements au niveau national et une coordination accrue des décisions politiques nationales

nécessité d'une solution européenne à la crise actuelle, bien que celle-ci soit d'origine extra-européenne. Ensuite, les membres de la COSAC ont interrogé M. VAN ROMPUY sur des propositions concrètes avancées par la *Task force*, sur la possibilité d'imposer des sanctions à des États membres, devenus un facteur de risques pour le Pacte de stabilité et de croissance ainsi que sur l'augmentation prévue du budget de l'UE pour 2011.

La XLIVème COSAC a adopté une Contribution reprenant des positions sur (1) le développement durable dans la Stratégie Europe 2020, (2) le contrôle parlementaire de la politique étrangère et de sécurité et la politique de sécurité et de défense commune, (3) la gouvernance économique dans l'UE, (4) le futur rôle de la COSAC et (5) la coopération avec les institutions de l'Union.

La XLVème COSAC à Budapest (Hongrie)

La XLVème COSAC a eu lieu à la salle plénière de l'ancien Sénat de l'Assemblée nationale hongroise (*Országgyűlés*) à **Budapest** les **29-31 mai 2011**.

Lors du discours d'ouverture de la rencontre plénière M. László KÖVÉR, Président de l'Assemblée nationale hongroise a noté que les activités dans le cadre de la dimension parlementaire de la première présidence hongroise de l'UE étaient en tout cas conformes aux priorités du pays ainsi qu'à l'agenda de l'Union européenne. La réunion était présidée par M. Richárd HÖRCSIK, président de la commission des affaires européennes, qui - dans son discours introductif - a parlé des défis actuels les plus importants de l'UE que la présidence hongroise visait à surmonter.

Après l'allocution de bienvenue du Président de l'Assemblée et du président de la commission, M. Viktor ORBÁN, Premier ministre, a donné une présentation de l'état d'avancement de la présidence hongroise de l'UE. Puisque plusieurs États membres de l'Union sont actuellement affectés par des taux d'endettement sans précédent et un taux d'activité bas, le Premier ministre a souligné que la présidence hongroise avait inclus dans son propre programme les questions jugées les plus ardues. Les priorités de la présidence hongroise sont: la réforme de la gouvernance économique, la création d'un système européen de réglementation financière, la préservation du processus d'élargissement et l'élaboration d'une stratégie unique pour les Roms. Le Premier ministre a fait remarquer que l'Union européenne devait maintenant œuvrer à la mise en place d'une « société du travail » (« workfare society »), à savoir d'une société et d'une économie fondées sur le travail. D'après la présidence hongroise la crédibilité de l'UE dépend des résultats du processus d'élargissement, par conséquent l'objectif de la présidence est de clôturer les négociations d'adhésion avec la Croatie en juin.

Dans le cadre du deuxième point de l'agenda, la situation économique de l'Union européenne, comme la gouvernance économique, la stratégie Europe 2020 et le semestre européen, a été abordée par M. Maroš ŠEF OVI, vice-président de la Commission européenne, responsable des relations interinstitutionnelles et de l'administration. Il a applaudi la mise à l'ordre du jour des questions actuelles de l'UE, ce qui a été également démontré par la majorité des intervenants. Le vice-président de la Commission a estimé que les États membres et les institutions européennes devraient œuvrer, à l'avenir, en faveur

d'une Europe des résultats afin de regagner la confiance des citoyens. Il a indiqué que la transformation de la politique économique de l'Europe reposait sur trois piliers : la transformation fondamentale et globale du système financier, le renforcement fondamental de la compétitivité européenne, dont les principaux axes sont définis par la stratégie Europe 2020, et, enfin, la réforme de la gouvernance économique. Il a également fait référence à la nouvelle phase de la gouvernance économique, c'est-à-dire le Semestre européen dans le cadre duquel la Commission européenne publiera le 7 juin les avis concernant les programmes nationaux de réforme des États membres. Le Vice-président a également abordé les relations entre la Commission européenne et les parlements nationaux avec une attention particulière aux questions de subsidiarité.

Ensuite, un bref exposé a été présenté sur les développements de la Conférence des Présidents des parlements de l'UE qui s'est tenue à Bruxelles les 4-5 avril 2011. Pour la première fois dans l'histoire de la COSAC un débat de politique générale sur l'état de l'Union a eu lieu. L'invité était M. György SCHÖPFLIN, député européen et Professeur Jean Monnet, qui a tenu un discours intitulé "*Quo vadis Europa?*".

La clôture de la réunion plénière a symbolisé un succès de la coopération entre les parlements de l'UE puisqu'un consensus s'est dégagé sur la modification du Règlement de la COSAC. Grâce à ces modifications, le Règlement de la COSAC est désormais conforme au texte et aux dispositions du traité de Lisbonne.

Le 15ème rapport semestriel de la COSAC a été approuvé. Il avait été rédigé par le Secrétariat de la COSAC sur la base des réponses au questionnaire que 38 Parlements/Chambres de 26 États membres et le Parlement européen avait envoyées. Le rapport se concentrait sur un thème majeur, notamment, les questions économiques.

À la fin de la conférence, la Contribution et les conclusions de la XLVème COSAC ont été adoptées. La Contribution, qui a été plus tard - tout comme les règles modifiées de procédures - publiée au Journal officiel de l'Union européenne comprenait l'avis de la COSAC sur des sujets de (i) la voie de la reprise : la gouvernance économique, la Stratégie Europe 2020 et le Semestre européen, (ii) le contrôle parlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la sécurité et de défense commune (PSDC), (iii) l'État de l'Union, et enfin sur la (iv) coopération avec les institutions de l'Union européenne.

La XLVI^{ème} COSAC à Varsovie (Pologne)

La XLVI^{ème} COSAC a eu lieu dans la salle des séances plénières du *Sejm* de la République de Pologne à **Varsovie**, les **2-4 octobre** 2011.

M. Grzegorz SCHETYNA, Maréchal du Sejm de la République de Pologne, et M. Bogdan BORUSEWICZ, Maréchal du Sénat de la République de Pologne ont prononcé leurs discours d'ouverture en portant l'attention sur la crise actuelle, les négociations du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, la politique de cohésion et le rôle de la COSAC.

M. Stanisław RAKOCZY, Président de la Commission des affaires de l'Union européenne du Sejm de la République de Pologne, a communiqué aux participants les décisions de la

troïka présidentielle de la COSAC qui s'est réunie la veille. La troïka a notamment entendu deux candidates au poste du membre permanent du Secrétariat de la COSAC. La troïka n'est pas parvenue à un accord sur le choix de l'un de ces candidates et a décidé de demander aux Présidents de prendre la décision en votant.

La réunion a adopté le 16^{ème} rapport semestriel avec l'analyse des réponses de 41 chambres/parlements. Le 1^{er} chapitre du rapport concerne le CFP pour la stratégie Europe 2020 et le 2^{ème} chapitre porte sur l'expérience des parlements nationaux et du Parlement européen deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Le point suivant de l'agenda concernait le CFP 2014-2020 du point de vue du budget de l'UE. Les orateurs principaux – M. Janusz LEWANDOWSKI, commissaire européen chargé de la programmation financière et du budget et M. Salvador GARRIGA POLLEDO, rapporteur du Parlement européen pour le CFP – ont traité ce sujet du point de vue de la Commission européenne et du Parlement européen respectivement.

Le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 a été présenté dans le contexte de la politique de cohésion par M. Waldemar ŚŁUGOCKI, Sous-secrétaire d'État au Ministère du Développement régional de la République de Pologne.

Pendant la réunion des Présidents de la COSAC, Mme Libby KURIEN a été nommée au poste de nouveau membre permanent du Secrétariat de la COSAC pour le mandat de deux ans à partir du 1 janvier 2012.

M. Mikołaj DOWGIELEWICZ, Secrétaire d'État pour les Affaires européennes du Ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne a présenté l'état des lieux de la présidence polonaise au Conseil de l'Union européenne.

Ensuite, M. Maroš ŠEF OVI a présenté son exposé « Deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ». Le Vice-président de la Commission en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, dans son exposé intitulé « Parlements nationaux: des partenaires incontournables dans la fixation de l'agenda européen », a présenté les relations entre la Commission européenne et les parlements nationaux.

La XLVI^{ème} COSAC a adopté sa Contribution et ses Conclusions. La Contribution a été ensuite publiée au Journal officiel de l'Union européenne.

La XLVII^{ème} COSAC à Copenhague (Danemark)

La XLVII COSAC, qui s'est tenue à **Copenhague du 22 au 24 avril 2012**, était axée sur la relance du marché unique. À la lumière de la crise économique et du 20^e anniversaire du marché unique (en 2012), la Commission européenne a présenté en octobre 2011 l'Acte pour le marché unique, qui comprend 12 actions clés pour le renforcement du marché unique. Lors de la COSAC organisée à Copenhague, différents aspects du marché unique ont été abordés. Premier conférencier invité, M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, s'est penché sur le 20^e anniversaire du marché unique et souligné que l'exploitation intégrale de son potentiel passait par un engagement commun concernant sa gouvernance. Ensuite, Mme Helle Thorning-Schmidt, première ministre danoise, a abordé le thème d'une croissance intelligente, durable et inclusive en Europe et appelé les députés

nationaux à adopter une approche optimiste et à mettre l'accent sur la création d'emplois et de croissance tout en garantissant la stabilité des économies. M. Michel Barnier, commissaire européen au Marché intérieur et aux Services, et M. Malcolm Harbour, président de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement européen, se sont penchés sur la mise en œuvre de la directive Services. M. Barnier a indiqué que la libre circulation des services était la liberté la moins accomplie et qu'une mise en œuvre intégrale de la directive Services permettrait d'accroître le PIB de 1,5 % d'ici 2020. M. Harbour a mis en avant les travaux effectués par la commission IMCO en vue de faire le point sur la mise en œuvre de la directive Services et a invité les parlements nationaux à s'impliquer davantage dans les travaux de la commission. M. Janez Potočnik, commissaire à l'Environnement, a expliqué qu'il était indispensable de promouvoir la transition vers une économie efficace dans l'utilisation des ressources en Europe. À cet égard, il a souligné que l'économie et l'environnement étaient étroitement liés et interdépendants et que le marché unique pourrait jouer un rôle moteur dans le verdissement de l'économie. Mme Neelie Kroes, vice-présidente de la Commission en charge de la stratégie numérique, s'est exprimée sur un marché unique numérique et les conditions préalables à la mise en place de celui-ci : réseaux à large bande, alphabétisation numérique de la main d'œuvre et cadres juridiques. Trois points qui figurent à l'ordre du jour de la Commission.

Même si les débats à Copenhague portaient principalement sur des questions politiques, la COSAC a adopté une proposition de renforcement du dialogue politique entre les parlements nationaux et la Commission européenne. Sur la base d'une initiative de la présidence danoise de la COSAC, la Commission a été invitée à améliorer la coopération avec les parlements nationaux dans les domaines suivants :

- le semestre européen ; la COSAC a demandé qu'un représentant de la Commission se présente devant les commissions compétentes des parlements nationaux pour répondre aux questions sur le semestre européen ;
- questions écrites ; la COSAC a invité la Commission à donner aux parlements nationaux la possibilité de lui soumettre des questions écrites sur les propositions législatives et les documents de consultation ;
- la phase pré-législative ; la COSAC a invité la Commission à avertir les parlements nationaux concernant toutes les consultations publiques en leur permettant de voir leurs vues intégrées à la phase pré-législative des propositions européennes ;
- publication des contributions ; la Commission a été invitée à rendre publiques les contributions reçues des parlements nationaux sous une rubrique spécifique de son site web et à veiller à ce que, le cas échéant, l'exposé des motifs accompagnant les propositions de la Commission fasse explicitement référence aux contributions des parlements nationaux concernant les consultations.

La XLVII COSAC a adopté une contribution abordant les sujets suivants :

- Relance du marché unique
- Marché unique des services
- Croissance durable et économie verte
- Marché unique numérique
- Transposition et application
- Proposition de renforcement du dialogue politique avec la Commission européenne

Durant la présidence danoise de la COSAC, le 17^e rapport semestriel a été rédigé sur la base des réponses transmises par les 40 parlements/chambres nationaux des 27 États membres et le Parlement européen. Le rapport comprenait deux chapitres respectivement consacrés au flux d'information entrant et sortant des parlements nationaux et à la relance du marché unique.

La XLVIII^{ème} COSAC à Nicosie (Chypre)

La XLVIII^e COSAC s'est déroulée au Centre de conférences Filoxenia à Nicosie, République de Chypre, du 14 au 16 octobre 2012.

Les participants ont été accueillis par M. Averof NEOFYTOU, président de la commission permanente des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Représentants. M. Christos CHRISTOFIDES, de la part du Président de la République de Chypre, M. Demetris CHRISTOFIAS et M. Sophoclis FITTIS, de la part du Président de la Chambre des Représentants, M. Yiannakis L. Omirou, ont ensuite prononcé des allocutions de bienvenue. En tant qu'orateur principal, M. Andreas MAVROYIANNIS, ministre délégué auprès du Président, chargé des Affaires européennes, a présenté l'état des lieux et les priorités de la Présidence chypriote de l'Union européenne. Il a déclaré que la Présidence chypriote s'était efforcée de fixer des objectifs réalistes et réalisables et que les thèmes majeurs de la Présidence avaient été déterminés par les évolutions actuelles au sein de l'Union européenne.

M. Maros ŠEF OVI, vice-président de la Commission européenne chargé des relations interinstitutionnelles et de l'administration et M. Carlos CASINI, président de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen, ont ensuite prononcé des allocutions sur le sujet "Des paroles à l'action: faire de 'plus d'Europe' une réalité". Le vice-président Šef ovi a déclaré que le désir de "plus d'Europe" n'était pas un accaparement du pouvoir par Bruxelles ni une atteinte à la souveraineté nationale, mais concernait "l'européanisation" des politiques nationales au profit des États membres et des citoyens. M. Casini a concentré ses remarques sur la façon dont il convenait, selon lui, de légitimer "plus d'Europe" en ravivant les élections du Parlement européen et par le biais de la coopération interparlementaire.

Faisant suite à une présentation par M. Günther Oettinger, commissaire européen en charge de l'Énergie, lors de la réunion des présidents de la COSAC qui s'est déroulée à Limassol les 8 et 9 juillet, le troisième point à l'ordre du jour de la plénière a été une présentation par M. Solon KASSINIS, Directeur du département de l'Énergie, ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de la République de Chypre, qui a informé la réunion des détails techniques les plus actualisés concernant la découverte récente de gisements de gaz naturel dans la zone économique exclusive de la République de Chypre, déclarant que ces ressources de Chypre, récemment découvertes, pourraient contribuer, conjointement avec l'interconnectivité, à diversifier les sources d'énergie de l'Europe et à achever le marché intérieur de l'énergie.

Le point suivant à l'ordre du jour concernait la question de la stratégie Europe 2020 – redressement économique après la crise. L'oratrice principale, Mme Pervenche BERÈS, présidente de la Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, a affirmé que la stratégie Europe 2020 constituait l'un des outils essentiels pouvant aider les

pays européens à trouver ensemble un moyen de sortir de la crise financière. Par suite de l'échec de la stratégie de Lisbonne, selon elle, il convenait de mener à bien la stratégie Europe 2020 à tous les niveaux et les Programmes nationaux de réforme (PNR) devaient entrer dans l'arène publique et ne pas être débattus exclusivement entre le PE et le Conseil des ministres, mais également au sein des parlements nationaux avec leurs gouvernements.

A propos du sujet suivant sur la gouvernance du marché unique, l'orateur principal M. Pierre DELSAUX, directeur général adjoint de la Direction générale du Marché intérieur et des Services de la Commission européenne, a souligné, dans le contexte de la crise financière, la nécessité d'améliorer le système bancaire en Europe et d'achever le marché intérieur. Dans ce contexte, il a mentionné l'Acte pour le marché unique I et l'Acte pour le marché unique II, ainsi que la transposition de la directive relative à la gouvernance. Durant le débat, le renforcement du marché interne a recueilli un soutien général.

Durant la présidence chypriote de la COSAC, le 18^e Rapport semestriel a été rédigé sur la base des réponses de la totalité des 40 chambres parlementaires nationales des 27 Etats membres et du Parlement européen. Les quatre chapitres du rapport ont porté sur: 1) les relations entre les institutions européennes et les parlements nationaux, 2) le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'union économique et monétaire et le rôle des parlements, 3) l'énergie – infrastructure énergétique transeuropéenne, et 4) la gouvernance du marché unique.

La XLVIII^e réunion de la COSAC a adopté des Conclusions et la Contribution. Cette dernière, publiée dans le Journal officiel, abordait les thèmes suivants: 1) l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, 2) Des paroles à l'action: faire de plus d'Europe une réalité, 3) l'énergie, 4) la gouvernance du marché unique, 5) la stratégie Europe 2020– sortie de la crise économique, et 5) le dialogue politique avec les institutions européennes.

Dans le cadre de ce dernier thème sur le dialogue politique avec la Commission européenne abordé dans la Contribution, la COSAC a noté, entre autres que, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de Traité de Lisbonne, un nombre suffisant de parlements ou chambres nationales ont soumis un avis motivé afin de déclencher le mécanisme du "carton jaune" sur la proposition de règlement relatif à l'exercice du droit de mener une action collective dans le contexte de la liberté d'établissement et de la liberté de prestation de services. Dans ce contexte, la COSAC a appelé la Commission européenne à donner des réponses individuelles aux avis motivés soumis ainsi qu'à préciser les raisons pour lesquelles elle considère que le principe de subsidiarité n'avait pas été violé.

La XLIX^e COSAC à Dublin (Irlande)

La XLIX^e conférence de la COSAC qui s'est tenue à Dublin du 23 au 25 juin 2013, a été présidée par M. Dominic HANNIGAN T.D., Président de la commission mixte des Affaires de l'Union européenne des chambres de l'Oireachtas. Le discours d'ouverture a été prononcé par M. Sean BARRETT T.D., Président du Dáil Éireann, qui a précisé que l'Irlande célébrait en 2013 le quarantième anniversaire de son adhésion à l'UE et que l'Irlande présidait le Conseil de l'UE pour la septième fois. Il a également fait remarquer que bien que la dimension parlementaire de la présidence ait progressé considérablement avec le temps et ait gagné en importance, la question de savoir comment augmenter le contrôle

parlementaire, et plus spécifiquement, comment renforcer le rôle des parlements nationaux dans les affaires de l'UE, était toujours à l'ordre du jour compte tenu du fait de l'érosion de la confiance du public dans la politique et dans les institutions tant à l'échelle nationale qu'européenne dans le contexte de la crise économique. Il a également abordé les thèmes d'une approche intergouvernementale renforcée, du rôle des parlements dans les processus d'élaboration des politiques, de prise de décision et de surveillance et de l'importance de la communication pour le processus démocratique.

Le 19e rapport semestriel a examiné la question d'une véritable union économique et monétaire, l'élargissement de l'UE et la mobilisation de la coopération interparlementaire vis-à-vis du contrôle de subsidiarité.

Le Taoiseach, M. Enda Kenny T.D., Premier ministre irlandais, a proposé de faire un bilan et de se tourner vers le futur et il a, par la même occasion, passé en revue les résultats obtenus par la présidence. Il s'est félicité de l'impact de la COSAC dans les traités précédents, remarquant que chacune de ces étapes institutionnelles majeures avait contribué à une progression en terme de légitimité et de responsabilité démocratiques, et également, à un rôle renforcé des parlements nationaux, et que chacune de ces étapes avait fait progresser le projet européen à un nouveau stade de son développement. Il a répondu à des questions des participants, concernant, entre autres, l'union bancaire; la solidarité au sein de l'UE; comment pourrait être renforcé le rôle des membres des parlements nationaux et du Parlement européen dans les négociations budgétaires; l'emploi des jeunes; le programme ERASMUS; l'harmonisation fiscale et l'accord commercial entre l'UE et les États-Unis.

M. Herman De Croo, ancien Président de la Chambre des représentants de Belgique, et M. Brendan Halligan, Président de l'Institut des affaires internationales et européennes ont présenté leur analyse sur le futur de l'intégration européenne. Tous deux avaient un point de vue optimiste et une discussion s'en est suivie sur les idées relatives à une participation plus forte des parlements nationaux et à la création d'un Sénat européen composé uniquement de membres de parlements nationaux.

Le panel - format nouvellement mis en place- constitué de Dr. Mo Ibrahim, Président de la Fondation Ibrahim, de Mme Michèle Striffler, Vice-présidente de la Commission du Développement du Parlement européen et de M. Barry Andrews, Directeur général de GOAL, a évoqué les objectifs d'aide au développement, l'échec des systèmes en place pour une distribution plus efficace de l'aide et l'importance d'une bonne gouvernance.

Une séance a été consacrée à l'avenir européen des jeunes citoyens. M. Joe COSTELLO, secrétaire d'État, et trois jeunes Européens sont intervenus à ce sujet: Melle Nevin Öztop (Turquie) a parlé au nom des personnes de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre (LGBT), Melle Rachel Creevy (Irlande), jeune citoyenne handicapée, a souligné les différences concernant les attitudes envers les personnes handicapées aux États-Unis et en Europe et Melle Marietta Herfort (Hongrie), une jeune Rom, a rapporté que malgré la stratégie européenne d'inclusion des Roms, les membres de son groupe ethnique n'avaient toujours pas, en 2013, les mêmes droits que les autres citoyens européens. Dans un format renouvelé et afin d'engager un débat plus interactif, Dominic Hannigan a interviewé le panel à partir de questions posées par le public.

Lors de la dernière séance, a été débattue la question de préserver la dynamique de la politique d'élargissement et de voisinage. Les intervenants étaient le Dr. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine et M. Erwan Fouéré, Directeur de recherche du Centre d'Études politiques européennes de Bruxelles. Ils ont examiné les progrès effectués ces dix dernières années depuis le sommet des Balkans de l'ouest qui s'est tenu à Thessalonique. La COSAC a conclu que la dynamique du processus de transformation de l'élargissement doit être maintenue, et que l'on doit continuer à offrir aux pays candidats et candidats potentiels une perspective réaliste de leur adhésion éventuelle afin d'encourager les réformes nécessaires.

La contribution de la COSAC a porté sur:

- La gouvernance économique
- La légitimité et la responsabilité démocratiques
- L'emploi des jeunes
- L'élargissement
- Le développement
- La subsidiarité
- Le dialogue politique

En termes de subsidiarité, et suite au déclenchement de la première procédure de carton jaune, la COSAC a invité la Commission à revoir, à améliorer et à clarifier les dispositifs de fonctionnement des cartons jaunes et orange. La COSAC a souligné l'idée qu'une révision future du Traité devrait prendre en compte l'opinion des parlements nationaux qui sont d'avis qu'une période excédant huit semaines faciliterait le processus et atténuerait l'impact des périodes de vacances et d'interruptions des travaux parlementaires.

En ce qui concerne le dialogue politique, la COSAC a demandé à la Commission d'accorder une attention et une considération particulières aux avis sur une proposition législative spécifique ou bien sur les aspects spécifiques d'une proposition qui ont été émis dans le contexte du dialogue politique par au moins un tiers des parlements nationaux.

D'une façon innovante, la Tweede Kamer néerlandaise a organisé, à l'heure du déjeuner, un débat sur les pratiques parlementaires de contrôle sélectif de l'UE.

La présidence irlandaise a également organisé à Dublin une réunion informelle des représentants officiels après la COSAC.

C'est également lors de la COSAC de Dublin que l'idée du « premier intervenant » après l'invité d'honneur dans les débats a vu le jour. Cela a aidé à donner le ton et une direction au débat en question et à reconnaître l'expertise du premier intervenant dans le domaine des politiques.

La Lème COSAC à Vilnius (Lituanie)

Du 27 au 29 octobre 2013, le Seimas de la République de Lituanie (**Vilnius**) a accueilli dans sa salle historique, celle de l'Acte du 11 Mars, **la L^e COSAC**.

Les participants de la 50^e réunion anniversaire de la COSAC ont fait le point sur le déroulement de la présidence lituanienne du Conseil de l'UE, ont débattu de la mise en œuvre de la stratégie « Europe 2020 », des perspectives du Partenariat oriental, des prochaines élections européennes 2014, des défis et des perspectives de cybersécurité et de ses avantages pour les entreprises.

La L^e COSAC a commencé par une discussion informelle entre les parlementaires de huit pays de l'UE (Suède, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Lituanie et Pologne), organisée pour débattre des évolutions récentes de la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique.

La réunion officielle de la L^e COSAC a été ouverte par Mme Loreta GRAUŽINIEN , Présidente du Seimas de la République de Lituanie. L'intervention de M. José Manuel BARROSO, Président de la Commission européenne, a été entendue depuis Bruxelles en vidéoconférence. Il a salué les participants de la COSAC à l'occasion de sa 50^e réunion anniversaire et s'est félicité du développement de la Conférence qui est devenue un acteur important de la coopération interparlementaire en matière de politiques de l'Union européenne.

M. Kirkilas, ayant assuré la présidence de la réunion, a présenté le 20^e rapport semestriel de la COSAC. 41 chambres y avaient réagi en fournissant des informations, des opinions et ses positions sur le projet du 20^e rapport semestriel, composé de trois chapitres : 1. Élections européennes 2014 : plateforme de discussion avec les citoyens sur l'avenir de l'Union européenne ; 2. Légitimité démocratique au sein de l'Union européenne et rôle des parlements de l'Union européenne ; 3. La mise en œuvre de la stratégie « Europe 2020 ». Le premier chapitre encourage l'établissement des liens plus étroits entre les partis politiques européens et nationaux, ainsi que la désignation du candidat par les partis pour le poste de Président de la Commission européenne. Le deuxième chapitre est consacré au rôle majeur que les parlements nationaux accordent au contrôle démocratique de leurs gouvernements en matière d'affaires de l'UE, à la valeur de la COSAC, au dialogue politique et à l'IPEX, comme outil de coopération interparlementaire. Le troisième chapitre témoigne de l'attention que les parlements accordent à la lutte contre le chômage, décrit les procédures parlementaires et les meilleures pratiques liées à la mise en œuvre de la stratégie « Europe 2020 ».

M. Algirdas Butkevičius, Premier ministre de la République de Lituanie, a donné un aperçu du déroulement de la présidence lituanienne du Conseil de l'UE, tout en soulignant les progrès accomplis, par exemple en matière d'accord sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020, de débats sur le mécanisme de résolution unique, la garantie pour la jeunesse et l'initiative pour l'emploi des jeunes.

En présentant son point de vue sur la contribution de la COSAC au renforcement de la coopération interparlementaire au sein de l'Union européenne, M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et ancien Président de l'Assemblée nationale de la République

française, fondateur de la COSAC, a souligné que les raisons qui avaient justifié la création de la COSAC en 1989 étaient toujours valables et sans doute encore plus. Selon le ministre français, la création de la COSAC avait pour but de permettre aux parlements nationaux de participer à la Communauté européenne et de favoriser la coopération entre parlements nationaux et Parlement européen.

En parlant des prochaines élections européennes de 2014, M. Pat Cox, ancien Président du Parlement européen, a attiré l'attention sur la montée en puissance des partis populistes en période de crise. *« J'ose dire qu'il se peut que les eurosceptiques et les populistes représentent un tiers des eurodéputés au sein du prochain Parlement européen. Ces parlementaires auront un grand impact sur les deux tiers restants, qui devront endosser la responsabilité de trouver une voie commune à suivre pour l'avenir »*, a déclaré M. Cox.

M. Pat Cox a fait une présentation détaillée de la mission d'observation du Parlement européen en Ukraine, conduite, depuis le mois de mai 2012, par lui-même et M. Alexander Kwa newski, ancien Président de la République de Pologne. Il a conclu que malgré les évolutions positives enregistrées par l'Ukraine, elle ne répondait pas encore à l'ensemble des conditions posées par l'Union européenne.

Les résultats et les défis de la mise en œuvre de la stratégie « Europe 2020 », stratégie pour la croissance de l'UE pour la prochaine décennie, ont été présentés par M. Maroš Šef ovi , vice-président de la Commission européenne chargé des Relations institutionnelles et de l'Administration.

Tout en admettant qu'à cause de la crise la mise en œuvre de la stratégie a démarré plus lentement que prévu, M. Šef ovi a constaté que la plupart des pays partageaient le même but que nous nous sommes fixé en 2010. *« La stratégie intégrée de l'UE devrait assurer une croissance intelligente, durable et inclusive pour l'Europe. Nous avons décidé de la simplifier autant que possible et de tirer des leçons de la stratégie de Lisbonne qui prévoyait trop de critères et de cibles. Maintenant, nous cherchons à atteindre seulement cinq d'entre eux. Ce sont les principaux indicateurs qui peuvent nous montrer si nous sommes sur la bonne voie afin de maintenir notre compétitivité et de préserver notre avantage concurrentiel par rapport à nos principaux partenaires économiques, qui sont aussi nos concurrents »*.

La légitimité démocratique de l'Union européenne et le rôle des parlements de l'UE ont également été au cœur de la L^e COSAC. M. Hans-Gert Pöttering, député européen et ancien Président du Parlement européen, a souligné que l'UE avait le droit d'agir tout en renforçant la démocratie. *« Nous ne devons pas oublier qu'aucun pays démocratique dans le monde, indépendamment de la complexité de son architecture interne, n'est comparable à l'UE, qui compte 500 millions d'habitants et 28 États membres. Une telle complexité démocratique n'a pas d'équivalent. Nos États membres ont des identités différentes et leurs agendas sont différents. C'est pourquoi il nous faut faire preuve de la patience, être à l'écoute de l'autre et se comprendre mutuellement ; en conséquence, une volonté de compromis est essentielle dans le débat sur l'avenir. Cela met en évidence l'importance cruciale du dialogue et de la participation démocratique au sein de l'UE »*, a déclaré l'ancien Président du Parlement européen en soulignant que les valeurs de l'UE étaient immuables.

Lors de la réunion, M. Hans-Gert Pöttering, Mme Eva Kjer Hansen, présidente de la commission des Affaires européennes du parlement danois, et M. Dominic Hannigan, président de la commission conjointe des Affaires européennes du parlement irlandais, se

sont penchés sur la possibilité d'accorder aux parlements nationaux le droit d'initiative législative.

M. Rudolf Peter Roy, chef de la division Politique de sécurité et Sanctions du Service européen pour l'action extérieure, a attiré l'attention sur les défis de la cybersécurité. Selon lui, ces dernières années les technologies de l'information et de la communication ainsi que les activités y liées ont contribué, à hauteur de plus de 20 %, à la croissance du produit intérieur brut (PIB) des plus grandes économies du monde.

Cependant, l'importance de l'Internet va au-delà des avantages économiques directs. « *Le cyberspace nous aide à créer un avenir meilleur, assure l'accès à l'éducation, promeut la liberté d'expression, crée des liens humains à travers le monde, fournit des services essentiels et contribue à l'égalité* », a souligné M. Roy. M. Ilja Laurs, directeur général de « GetJar », lauréat du prix « *European Manager of the Year 2011 Award* » de European Business Press (EBP), a fait part des problèmes, des défis et des opportunités rencontrés par les entreprises technologiques européennes.

Une session informelle à l'heure du déjeuner, initiée par la Chambre des Lords du Royaume-Uni, a été consacrée au rôle des parlements nationaux dans la formation et le contrôle du processus décisionnel de l'UE. Ayant fourni un cadre pour l'échange de vues spontané, dynamique et ouvert, y compris avec la Commission européenne, la session a été fortement appréciée par les participants.

Finalement, et ce qui n'est pas le moins important, le Forum des femmes de la COSAC a été créé dans le cadre de la L^e COSAC anniversaire. Les participants au Forum ont adopté la déclaration sur la création du Forum des femmes de la COSAC, soulignant la nécessité d'attirer l'attention des partis politiques européens sur les questions d'égalité des genres, la politique d'égalité des chances, l'équilibre entre les sexes au sein de la société et une participation plus active des femmes en politique. La réunion a été présidée par Pr Marija Aušrin Pavilionien, députée du Seimas, nommée aussi coordinatrice du Forum des femmes de la COSAC.

Lors de la réunion, la candidate chypriote Mme Christiana Fryda a été élue au poste de membre permanent du secrétariat de la COSAC.

La réunion s'est conclue par l'adoption de la Contribution et des Conclusions de la L^e COSAC.

Ces documents font état de la présidence du Conseil de l'Union européenne, de la mise en œuvre de la stratégie « Europe 2020 », des perspectives du Partenariat oriental et des prochaines élections européennes en 2014.

Dans la contribution de la L^e COSAC, adoptée par consensus, la COSAC souligne l'importance de la participation active des citoyens de l'Union aux élections européennes de 2014 et invite les parlements nationaux à examiner et à rendre opérationnelles les mesures pour améliorer la tenue démocratique et efficace des élections au Parlement européen, et à participer à un débat politique préélectoral sur les questions clés.

La COSAC rejoint le Conseil européen sur la nécessité de stimuler l'investissement et d'encourager l'innovation dans le secteur numérique ; appelle à une approche coordonnée concernant les flux migratoires, dans le respect du principe de solidarité et de partage

équitable de la responsabilité, en vertu de l'article 80 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; se félicite de l'accord conclu par le Conseil européen en juin 2013 sur le fonds de chômage des jeunes de 6 milliards d'euros, connu sous le nom de « garantie pour la jeunesse » ; salue l'engagement de la Commission d'accorder une attention particulière aux questions de subsidiarité et sa ferme volonté de communiquer directement avec les parlements nationaux.